

HAITI

Justice

Vérité

Indépendance



LIBERTE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

QUI DÉCIDE DE L'AVENIR D'HAÏTI ?

Voir page 3



Le Premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive (à gauche) au cours de la réunion de la Communauté Internationale au Canada pour préparer l'avenir d'Haïti



Nous sommes pris dans les trois rois

Page 4



L'autre tremblement de terre du 12 janvier

Page 7

HAÏTI : MÉDECINS OUI! SOLDATS NON !

Voir page 13



Kim Ives/Haiti Liberté

L'Organisation des Nations Unies et l'administration étasunienne n'ont offert à l'opinion publique mondiale aucune explication au sujet de ce déploiement de forces militaires



La Katrina d'Haïti

Page 10



Les 8 décisions du sommet de l'ALBA pour Haïti

Page 15

Haiti: Une autopsie s'impose

Par Berthony Dupont

Les tragiques événements qui viennent d'endeuiller notre pays ne sont, hélas, pas surprenants. Bien que nous ne puissions pas formellement accuser celui-ci ou celui-là, tel ou tel pays de les avoir provoqués, il est quand même indispensable de se poser certaines questions pour que clarification y soit apportée.

Dans les colonnes de ce journal, nous n'avons jamais cessé de souligner notre appréhension à observer le défilé des délégations internationales qui, ces derniers temps sont venues exprimer leur sympathie au peuple haïtien compte tenu de sa misère et de sa pauvreté et en ont profité pour offrir leur aide lors d'ouragans à venir. Ces visites nous avaient tellement frappé, que nous nous demandions depuis quand l'impérialisme était à ce point sensible jusqu'à se pencher ainsi sur le sort des peuples et nous en avons catégoriquement déduit que quelque chose d'insoupçonnable se tramait.

En effet, les dernières secousses du violent tremblement de terre qui ont anéanti une bonne partie du pays ont été aggravées par la dégradation économique, écologique et sociale du pays déjà présente. Selon les experts en la matière, les secousses d'un séisme se font toujours dans le sens horizontal, pourquoi celles qui nous ont terrassés ont été non seulement horizontales mais également verticales ? Un pattern sismique inhabituel qui a même poussé les services de géologie américaine à se demander comment cela a-t-il été possible ?

Dans cette même veine, n'est il pas nécessaire de se demander, pourquoi « le lundi 11 janvier 2010, la veille du tremblement de terre, Jean Demay, directeur technique de la Defense Information Systems Agency (DISA) pour le Projet de Coopération et de Partage d'Informations Transnationales de l'agence, se trouvait-il au quartier général de l'US Southern Command à Miami, afin de tester leur système à partir d'un scénario comportant un plan de sauvetage d'Haïti, après passage possible d'un ouragan » ? D'autre part n'est

il pas impératif en ce moment précis de la dévastation du pays de se demander pourquoi quelques semaines avant la catastrophe, le général P. K. Keen, un très haut gradé de la Navy était-il en Haïti ? Et il est même bruit qu'un émissaire de cette agence avait rencontré le président Préval lui faisant part de ce qui allait arriver.

C'est dans cette perspective que nous devons comprendre la présence de l'armada yankee dans le pays et nous demander est ce pour sauver des vies humaines ou pour défendre leurs propres intérêts ? Car la solidarité de la Communauté internationale notamment celle des Etats-Unis est très contradictoire, vu que jusqu'à nos jours un très grand nombre de gens de la population est encore sous les décombres, et l'ONU en accord avec Préval vient d'annoncer la suspension des recherches, alors qu'aujourd'hui même, après une quinzaine de jours, on vient de trouver un survivant.

Qui pis est, 12,000 infirmiers-ères des Etats-Unis sollicités par leur syndicat s'étaient mobilisés et étaient prêts à rentrer en Haïti pour aller apporter leur aide au peuple haïtien. Il s'agissait d'une offre faite à l'administration d'Obama par le truchement de la directrice du syndicat National des Infirmiers-ères. Jusqu'à présent elle n'a encore eu aucune réponse de qui de droit.

L'aide sous le contrôle des militaires américains jusqu'à présent n'a pas encore été acheminé aux masses populaires. On pourrait citer bien d'autres exemples, pour bien montrer combien la vie du peuple haïtien a été jugée secondaire.

A ce stade, fils et filles du pays à nouveau martyr, unissons nous et serrons les rangs pour nous relever de ce traumatisme, de ce cauchemar afin de libérer notre pays et construire une nouvelle société dans la démocratie, l'égalité et la justice, l'indépendance et la dignité de tous. La nature de l'impérialisme ne changera jamais, seuls les peuples, par une lutte constante, peuvent exiger et imposer le changement qui aille dans le sens de leurs intérêts de classe opprimée.

Et même sur les cendres du pays nous combattons encore !

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wagner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
Carline Archille
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Bernier Archille
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Deuxième Classe
 \$40 pour un an
 \$25 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Nous accordons un rabais spécial de 40% pour les étudiants et 20% pour les enseignants. Veuillez joindre à votre demande d'abonnement une photocopie de votre carte d'étudiants ou d'enseignants. Ce formulaire est aussi disponible sur notre site www.haitiliberte.com

Qui décide de l'avenir d'Haiti ?

Par Mona Péralte

Pour préparer l'avenir d'Haiti, le lundi 25 janvier 2010, les soi-disant pays amis d'Haiti se sont réunis au Canada pour statuer sur la reconstruction du pays, en présence du Premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive. Ont également participé à cette réunion le Premier ministre canadien, Stephen Harper, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, et le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner.

Bellerive armé de démagogie a fait savoir qu'il est en mesure d'assurer le leadership que la population attend de lui. Le peuple «tient bon», l'Etat haïtien «est au travail», ajouta-t-il sans oublier de tendre son chapeau: «Haïti a aussi besoin de l'appui massif à moyen et long termes de ses partenaires de la communauté internationale, le peuple d'Haiti a besoin de plus, encore plus, pour assurer la reconstruction du pays». Il n'a pourtant rien reçu car les responsables canadiens avaient

a pour sa part déclaré que «*Même au milieu de la plus inimaginable dévastation, nous devons commencer à nous projeter dans l'avenir, afin de ramener l'espoir là où règne aujourd'hui le désespoir. Et nous sommes prêts*». Dans une interview à la radio CBC au Canada, il a également souligné «*Il s'agit de savoir, par exemple, si on va reconstruire Port-au-Prince sur son site actuel*»,

Le Premier ministre canadien, Stephen Harper, a estimé pour autant que la reconstruction du pays prendrait «*au moins dix années*».

Or ce n'est pas d'aujourd'hui que certains leaders politiques honnêtes essaient

d'adresser le problème haïtien. Rappelons que l'ex-président cubain Fidel Castro avait proposé en avril 1998 au premier ministre Canadien d'alors Jean Chrétien de lancer un programme de coopération en santé avec Haïti: «*Haïti est un pays voisin, c'est aussi un des pays les plus pauvres de la planète, avec les pires conditions sanitaires, et le SIDA y fait des ravages. Si on ne fait rien, une catastrophe humanitaire est à craindre*».

» Jusque'au 12 janvier 2010, le Canada n'avait pas répondu à cet offre du leader Cubain.

Or, juste après le séisme, le Canada tout comme les Etats-Unis et la France, se portent en défenseurs de peuple et veulent travailler pour la reconstruction du pays.

Jusques à quand le peuple haï-



Le Premier ministre haïtien Jean Max Bellerive armé de démagogie a fait savoir qu'il est en mesure d'assurer le leadership que la population attend de lui. Le peuple "tient bon", l'Etat haïtien "est au travail"

rien va-t-il se remettre de ce traumatisme collectif suscité par les événements du 12 janvier 2010 qui ont conduits à l'occupation officielle du pays par les puissances impérialistes, les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, La France et le Brésil à travers la Minustah ? A ce niveau, nous supportons les efforts des pays frères de l'Alba (voir article page 15) qui n'ont pas remis leur contribution au peuple haïtien aux calendres grecques ni attendu une énième conférence de promesses des donateurs en Mars à New York comme l'a indiqué Hillary Clinton «*Il y a une énorme volonté d'agir mais il faut mettre en place le mécanisme qui nous permettra d'être vraiment efficaces*».



Alors que le gouvernement haïtien a annoncé samedi la fin des recherches, un homme d'une trentaine d'années, Rico Dibrivell, a été sauvé des décombres le mardi 26 janvier 2010, quinze jours après le séisme de magnitude 7 qui a ravagé Port-au-Prince. Sa vie n'est pas en danger pour l'instant, il souffre de déshydratation et aurait une jambe cassée



La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton

catégoriquement exprimé d'entrée de jeu que cette réunion ne déboucherait sur aucun engagement financier ; il était plutôt question d'un calendrier en vue d'une prochaine conférence des donateurs en faveur d'une évaluation des besoins.

Le ministre canadien des Affaires étrangères Lawrence Cannon

KAPTE DETANT KREYÒL

Chak Dimanch swa Soti 8tè pou rive 10zè Sou Radyo Ayiti Entènasyonal Avèk Marlene & Fils-Aimé
Tel: 718-469-3812 (3815) www.rhifm.com

Soleil Radio d'Haiti
Radio Soleil d'Haïti
Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique
www.radiosoleil.com
1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

Captez RADIO HAITI
90.1 FM/SCA
Faites vos annonces sur RADIO HAITI
La station favorite des Haïtiens à Philadelphie
Appelez RADIO HAITI (215) 548-1317/1433/6049
Achetez votre récepteur à RADIO HAITI
5917 Old York Rd Philadelphia PA 19141

LAW OFFICES OF ARTHUR & ASSOCIATES
"Your Community Lawyer"

● Immigration
● Divorce
● Family Law
● Landlord-tenant
● Civil
● DWI
1501 Newkirk Avenue (Corner of Marlboro Road) Brooklyn, NY 11226
Kent D. Arthur, Esq. (Former Detective) Tel: 347-240-2876

RADIO PÈP KOMINIKASYON
MONDAY-FRIDAY 7A.M. - 1A.M. WLQY 1320 AM

RADIO PIMAN BOUK
SUNDAY 8 A.M. - 10:30 A.M. WLQY 1320 AM
NOUVELLES ANALYSE EDUCATION TALK SHOW
POLITIQUE MUSIQUE PUBLICITÉ
(786) 487-7870
MANDE POU VOLTAIRE

KAPTE BOUKAN
101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti
● Nouvèl ●
● Analiz ●
● Kòmantè ●
● Deba ●
Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

Emisyon Fanmi Lavalas nan Nouyòk
Depi 12 zan sou Radyo Soley so-bkariyè 96.9 FM ak sou entènèt lan www.radyosoley.com. Madan Alina Sixto, Pierre L. Florestal, Jacques Dossous, James Dérosin, Yvon Kernizan ak Franklin Ulysse ap anime chak dimanch soti 3 zè rive 4 trè 30 nan apremidi yon pwo-gram radyo pou Fanmi Lavalas.
Emisyon sa a la pou pale sou imilyasyon ak soufrans peyi Dayiti ap sibi anba men Loni ki pran kòmandman peyi a aprè kidnapin Prezidan Aristide 29 fevriye 2004 la e li la tou kòm pòt vwa pèp Ayisyen an nan zorèy sila yo k ap malmennen Ayiti oubyen nenpòt lòt peyi sou latè.
Kapte emisyon an chak dimanch 3zè pou 4 trè. Telefòn emisyon Fanmi Lavalas la se:
Tel 347-500-9238

Nous sommes pris dans les trois rois

Par Fanfan Latulipe

« L'histoire de l'acharnement contre Haïti, qui de nos jours prend des dimensions tragiques, est aussi l'histoire du racisme dans la civilisation occidentale ».

Eduardo Galeano

Depuis ce fatidique 12 janvier 2010, les Haïtiens de la diaspora n'arrêtent pas de se laisser aller à toutes sortes de considérations et de se poser des questions à propos de cette cataclysmique violence apparemment naturelle qui a quasiment anéanti une bonne partie de leur pays. Les yeux rivés sur leurs appareils de télévision, ils écoutent parler les images, images de secours massifs mal coordonnés, images d'hélicoptères sauveteurs arrivant à la sauvette et se sauvant après avoir lâché, du haut de leur ciel, des « secours » de façon à ce que les médias véhiculent des images de chaos, réveillent les démons de l'insécurité et laissent comprendre en filigrane qu'on a bien besoin de 10.000 militaires pour contrôler et mater des « sauvages » et, potentiellement, des bandits, de petits terroristes locaux. Ah ! cette négraille qui ne sait pas encore comment se comporter après plus de deux cents ans d'indépendance.

Les rescapés de l'enfer sismique ont-ils besoin d'eau, de nourriture, d'abris temporaires ? Qu'à cela ne tienne, les survivants du désastre n'ont qu'à patienter. Le porte-avions nucléaire USS Carl Vinson n'a-t-il pas laissé la station navale de Norfolk, Va, chargé à couler bas de « relief supplies » (approvisionnements humanitaires) vers Haïti ? Le président Obama, comme la nature, a horreur du vide. Puisque le président Préval gisait sous les décombres de son manfoubinisme, Obama a donné l'ordre d'occuper tout l'espace, depuis l'aéroport de la capitale jusqu'à la pointe de Tiburon. Au diable les Français qui veulent reprendre Haïti d'assaut. Bah ! que le petit Sarkozy, l'ombre de Bonaparte, garde pour

lui-même ses agacements avec tout ce qui touche au président américain. Et même si histoire et francophonie oblige, le bulldozer yankee n'a que faire de la France dans une position de leadership. L'Amérique aux Américains. En effet concernant le « lac américain » Monroe, lors d'un message au congrès en 1823 avait bien averti les Européens de n'y jeter aucun caillou qui viendrait troubler son appétit glouton.

La danse rotatoire des hélicoptères militaires se fait dans un bourdonnement assourdissant et vrombissant de ruches en pleine effervescence humanitaire, les avions atterrissent et décollent à la cadence d'un infernal *rabòday*, mais les secours sont encore lents à parvenir à la population. Silence ! Il faut bien débarquer ces dix mille militaires qui vont occuper les points stratégiques du pays, à la recherche de leur dieu, le noir liquide aux reflets d'huile. Claude Ribbe n'avance-t-il pas que notre sous-sol (ou nos fonds marins) recèlerait des réserves de pétrole probablement supérieures à celles du Venezuela ? Se plaint-on d'un manque de coordination des efforts d'approvisionnements humanitaires ? Ce n'est qu'une perception erronée de la réalité, puisque les Américains ayant pris la tête de l'organisation de l'aide à Haïti, il ne saurait y avoir de défaillance organisationnelle. On le voit bien en Afghanistan, ça marche comme sur des roulettes, pas vrai ?

Le samedi 16 janvier, Hillary Clinton débarque à l'aéroport de Port-au-Prince comme une fleur. Mais, précisons: comme une fleur fanée, car le stress de venir raconter des sornettes et des balivernes aux médias l'a flétrie durant un long voyage qui l'a conduite de l'Australie à cette première république nègre du monde qui refuse de bien se tenir, même sous les décombres (sans vouloir faire de l'humour noir). Madame est venue remplir le bol des Haïtiens en leur racontant que « Nous travaillons de concert avec la constellation d'organisations non gouvernementales qui s'efforcent

depuis des années d'améliorer la vie du peuple haïtien ». Même, les Etats-Unis seront là pour les Haïtiens « aujourd'hui, demain et à l'avenir ».

Remarquez bien comment la ruseuse, la *manman rizèz* a évité de dire « hier », puisqu'elle sait ce que nous autres savons et que beaucoup savent. *Rat konnen, chat konnen*, mais *manzè mimi* se réserve le droit de dévorer le contenu de la barrique. Et si les administrations américaines doivent accompagner le peuple haïtien « à l'avenir », comme elles l'ont fait dans le passé, à coups de soutien à des gouvernements anti-peuple sans scrupules, à coups de forcing pour inonder notre marché de produits agricoles subventionnés dont le prix est inférieur au prix de ce qui est produit localement, à coups d'odieux coups d'Etat, à coups d'embargos, eh bien, nous sommes pris dans les trois rois.

On peut se rappeler comment lors du passage de l'ouragan Katrina sur la Nouvelle Orléans, le gouvernement cubain avait offert, le samedi 3 septembre 2005, au cinquième jour de la violence Katrina une brigade secouriste de 1100 médecins avec expertise et une grande expérience des catastrophes climatiques. Ils n'avaient pas offert d'envoyer des soldats qui avaient combattu en Angola pour faire la chasse aux pillards, bandits et émeutiers. On se rappelle aussi comment l'homme fruste et borné qu'est George W. Bush refusa l'offre. Comment s'attendre alors à ce que le grand voisin du Nord nous envoie autant de médecins, autant d'infirmières, autant d'ingénieurs ? Toute son histoire est tissée de spoliations des terres des autochtones nord-américains et de ses voisins limitrophes, de guerres de rapine, d'occupations militaires, de coups d'Etat. Sous couverture humanitaire avec grand battage médiatique il ne saurait faire autre chose que profiter d'une calamité naturelle pour avancer ses pions et renforcer ses conquêtes impérialistes. Avec lui nous sommes pris dans les trois



Le général P. Ken Keen, commandant en second du SouthCom (Commandement du Sud) avait été dépêché en Haïti avant même le déferlement tremblant.

rois, irrémédiablement.

Par habitude *fouyapòt*, j'ai pu savoir que le général Ken Keen, commandant en second du *South-Com* (Commandement du Sud) avait été dépêché en Haïti avant même le déferlement tremblant. Certains disent que naturellement Keen est doué d'un flair ou d'une sorte de sixième sens sismique. Il serait comme un chien renifleur, un sismorenifleur, si vous préférez. D'autres moins portés aux considérations sismisantes disent que le mec trois-étoilé avait été « positionné à l'avance sur l'île par la Navy pour superviser les opérations de secours prévisibles » après le malheur cataclysmant, en réalité « le résultat d'un essai par

l'US Navy de son arme sismique », selon un rapport de la flotte russe du Nord. J'ai la mâchoire gonflée de tants de paroles générées par ce drôle d'essai qui a dégénéré en catastrophe. Si c'est vrai qu'une arme sismogène a été expérimentée sur Haïti et qui a ciblé Port-au-Prince avec ses repères aux charges symboliques oh combien élevées, alors *nou pran nan twa wa*, ce qui dans un français que ne désapprouverait pas mon ami Petit Robert se traduirait par: nous sommes pris dans les trois rois.

Enfin, je me remettais de mes émotions déclenchées par les folles glissades des failles de la croûte terrestre quand j'ai été quasiment ébranlé par une secousse qui s'est produite non pas en Haïti, mais ici même aux Etats-Unis. Il paraît qu'une réplique sismique partie d'Haïti a filé comme une anguille sous les mers pour émerger sous la Maison Blanche : une secousse de 3.0. En effet, quelques jours après la dévastation sismique, le président Obama qui n'est jamais à court d'idées a eu la cruelle pensée d'associer un « méchant doux », Clinton, à un chien enragé, Ti Bush, pour une levée de fonds au bénéfice d'Haïti. Ce Clinton dont la mission d'envoyé spécial des Nations Unies que lui a confiée le larron *gòch* Ban Ki Moon au cours de l'année 2009 ouvrait la voie à une mise sous tutelle économique. Ce sinistre Bush, qui avait donné la mesure de sa révoltante désinvolture, à la manière de Préval, lors du cyclone Katrina. Franchement si ce sont ces deux loups-garous qui doivent lever des fonds pour le bien ou le bonheur des Haïtiens meurtris par le tremblement de terre du 12 janvier, eh bien nous sommes pris dans les trois rois, et les choses sont gravement graves.

GRENADIER TAX SERVICE INCOME TAX PREPARATION

\$30 OFF TAX PREPARATION

TEL:
CELL:

PRIME TIME DRIVING SCHOOL, Inc.

Licensed Driving Instructors



Learn to Drive
Car * Bus * Truck



- 5 Hour Class
- Road Test Appointment
- Point/Insurance Reduction Class
- NYC Education Dept. Classes for Drivers/Attendants

FREE Training Program FREE
to get CDL license for BUSES or TRUCKS
(if qualified)

1 Hillel Place, Suite 3A
(Junction of Nostrand & Flatbush)

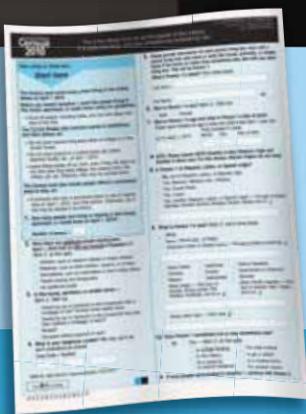
Brooklyn, NY

(718) 859-8526

www.primetimedrivingschool.com

Driving instructors NEEDED! We will train you!

**NAN YON PEYI KI GENYEN ANPIL VWA,
MEN CHANS OU POU FÈ YO TANDE VWA W.**



Pi bon swen sante. Pi bon lekòl. Pi bon wout. Nou ka jwenn tousa – si nou pran yon plim epi nou ranpli fòm resansman an. 10 kesyon senp. 10 minit ki va ede deside kouman plis pase 400 milya dola chak ane nan lajan federal yo pral dispèse nan kominote w la. Pa rate opòtinite pou fè yon chanjman pozitif pou tèt pa w, pou pitit ou yo, ak pou peyi w. Repons yo konfidansyèl epi nou pap pataje yo ni ak biwo imigrasyon, ni ak pyès lòt moun. Ranpli fòm resansman an lè wa resevwa li nan mwad mas epi voye li retounen pa lapòs.

POU PLIS ENFÒMASYON, ALE WÈ WWW.2010CENSUS.GOV.

NOU PAP AVANSE TOUTOTAN OU PA VOYE L RETOUREN BAN NOU PA LAPÒS.

United States
**Census
2010**

Etazini Resansman 2010

LI NAN MEN NOU

Se Biwo Resansman Etazini ki peye pou anons sa a.

KOUT MANCH PILON NAN MITAN SEVEL TET

Sete yon apremidi
Yon apremidi
Toupre lanjelis
Toupre lannuit
Yon apremidi modi
Yon madi apremidi
Premye jou madi
Aprè premye soti Madigra
Yon jou madi madichon
Yon jou madi lanfè.
Sanble pimvant late te vid
Li te bezwen moun pou li manje
Li te bezwen san pou li bwè
Sanble zantray latè
Tap vale lòt zantray latè
Sanble trip latè tap kòde
Sanble twou gòl li te sèk
Li te bezwen manje moun
Li te bezwen bwè san.
Li koube vye zo do long li
Tankou yon koulèv lanfè
K kite selman tye li ak tèt li
Touche atè
Li soukwe kò li
Li soukwe kò li
Tankou yon move milèt plen pis
Tankou yon baka mil pye mil men
K mande anraje
Mèt Agwe di li non
Li pa tandè
Ayida Wedo di li non
Li pa tandè
Simbi Nan Dlo di li non
Li pa tandè
Menm Papa Legba
Ansanm ak Papa danbala di li non
Li pa tandè
Li pa okipe yo
Li pa pran ka yo
Li pouse yon ronf
Yon ronf ki pi fò
Pase kout kanno lanmè Jakmèl
Yon ronf tankou
Bri loray nan syèl
Tout sa ki te debou
Tout sa ki tap mache
Menm tout sa ki te kouche
Te chavire adwat
Te chavire agòch
Te tonbe agòch
Te tonbe adwat
Yo blayi tounen farin atè
Depi Pòtoprens rive jis Jeremi.
Beton glasi te fann di mil kote
Pou san kretyen vivan
Te ka antre nan gagann latè.
Yon katafal nyaj blanch
Yon poud desounen blanch
Yon poud lanmo blanch
Kouvri tout vil yo.
Timoun tankou granmoun

Vivan tankou mò
Tounen zombi blanch
Zombi blanch kap rele Anmweee !
Moun tonbe moun tonbe moun tonbe
San vide san vide san vide
Sezon Madigra nou
Ak sezon Rara nou
Antre nan twou
Anba pye sabliye
Nou pa tandè ni wonf banbou
Ni son tanbou
Nou tandè selman
Son tris lanbi lanmo.
Je ki te rete ouvè
We A B C lanmò toupatou
We pil liv lanmò toupatou
We bibliyotèk lanmò toupatou
Nan vwal lanmò blanch lan
Nan letan pousye blanch lan
San Ayisyen trase piramid
Li trase chimen k fè de branch
Li trase ling dwat twonse
Li trase kwa
Ayisyen rich tankou malere
Tounen fèy papye anba mi kay
Pye nou tankou janm nou
Janm nou tankou ponyèt nou
Ponyèt nou tankou tèt nou
Kraze anba mi pwa senkant
Tankou si yo te pase
Nan moulen mayi
Tankou si yo te pase
Nan moulen kann.
Kadav Ayisyen blayi
Sou tout twotwa
Nan tout kafou
Nan mitan tout lari
Gri anba sann nan
Tankou ko gwo mabouya.
Moun ki gen yon tikras chans
Janbe kadav apre kadav
Kadav ranje tankou lèt A
Ranje tankou lèt Y
Ranje tankou lèt I
Ranje tankou lèt T
Ranje tankou lèt I
AYITI menm tounen kadav.
Anba pye yo wouj
Ak san frè yo ak sè yo
Yo mache de men nan tèt
De men deyè tèt
De men nan machwè
Vant mare byen sere
Lè yo pantan sou kò zanmi yo
Kò granpapa yo
Kò grann yo
Kò frè yo
Kò sè yo
Kò papa yo
Kò manman yo
Kò pitit yo

Yo rete san mouvman
De bra ouvè
Tankou kwa
De bra ouvè tankou kwa
O pòv pitit tè manman m nan!
De bra ouvè!
Se Jezikri k desann
Fè plas pou nou sou kwa?
Kwa Kwa Kwa!
Kwa isit
Kwa lòt bò fontyè
Kwa lòt bò lanmè
Ala kwa nou gen pou nou pote!
Nou fout pote kwa
Jous nou tounen kwa
Nou swe san anba kwa
Nou vonmi san anba kwa
Nou pise san anba kwa
Nou pou pou san anba kwa
Kwa avan ye
Kwa aye
Kwa jounen jodi a
Annou fout di kwa denmen an
NON ! NON ! NON !
Nap fout lage kwa nou
Sou zepòl Granmèt
Sou zepòl Papa Legba
Sou zepòl Met Danbala
Zepòl Larenn Ezili
Mèt Agwe
Ayida Wedo
Sou zepòl tout tèt sankò yo
Tout lespri sankò yo.
Nap ranmase mo nou yo
Nap benyen yo ak fèy santi bon
Nap antere yo nan yon fòs lavi
Sou tèt fòs lavi a
Nap kanpe yon pye Mapou Renmen
Renmen a tonbe pou lavi
Lavi a tonbe pou renmen
Pitit nou yo a grandi
Ak renmen ak lavi nan kè yo
Ak lavi ak renmen nan tèt yo
Ya renmen tout moun nan lavi yo.
Malfini a sispann fe bap piyank
Sou tipoul nou k san manman
Nou pran yon kout manch pilon
Nan mitan sevel
Men fout le tèt nou fann
Se lavi ak renmen
K antre anndan li
Lespwa toujou ap fè miyan miyan
Nan kè nou
Nap jwenn bon chimen nou
Nou nan yon chimen lanfè
Men nou se pitit pitit gran Ginen
Ginen k konn manje dife
Ginen k konn danse nan lav volkan
Ginen k konn vole dife solèy
Na rive! Wi na Rive !
~ Denize Lauture ~

Pa Kriye Nègès!



Pa kriye, pa kriye Nègès
lanati frape ou atè
pitit ou bite, kilbite
tonbe kou mango vèt
van siklòn fòse tonbe.
Pa kriye, pa kriye Nègès!

Chak epòk ki pèse, parèt
pote kakarèl pa l pou ou
yè se te makou chat
jodi a lanati frape ou
yon bon fanm tankou ou
ou pa fè pèsonn anyen
Poukisa se ou, Manman?
Pa kriye, pa kriye Nègès.

Istoryen bay nan tan lontan
ou te bèl, kokèt, joli, anfòm
ti non jwèt ou te Ispayola
ou te tèt koupe ak Lespay
Lafrans, Lespay, Langletè
te konn fè lesefrape pou ou
yo te rele-w "Perle des Antilles"
pou gwo randman ou te konn bay.
Pa kriye, pa kriye nègès!

Lontan, lontan Manman
pyebwa ou yo te konn donner
bay tout kalite grenn bwa
pou ti tchovi ou yo bafle, manje
yo fin blaze, fennen, seche
timoun matchòkò ou yo
ap kriye, baye, kriye!
Pa kriye, pa kriye Nègès!

Ou te konn gen fil tout koulè
pou bwode woulèt karako ou
woulèt jipon swa, vlou ou.
M ap gade wòb ou rabi
anranyon, pachiman, devore
w a di chen anraje, bèt fewòs
tonbe sou ou Manman!
Pa kriye, pa kriye Nègès!

Ooo ou te pi bèl, pi joli
pase larènsolèy leve
Lasirèn, Labalèn pat ka parèt
depi kèk tan bouch ou flobop
pa yon ti fa, yon ti woujalèv
figi ou tounen tètòt mango
yo fin prije, yo fin souse.
Pa kriye, pa kriye Nègès!

Lanati fache, frape ou fò
anpil pitit ou ap dòmi ka Grann
Brijit
Bawon Samdi bat bravo
galata li plen jibyeeee
rivyè dlo sal desann nan je ou
tristès, chagren neye kè ou!
Pa kriye, pa kriye Nègès!

Ooo pa kriye, pa kriye Nègès
lemonn antye vin soutni ou
tout Nasyon ap plenyen sò ou
yo sonje ou se Manman Libète
ou te trase chimen lespwa
wout Diyite pou tout pèp!
Pa kriye, pa kriye Nègès!

Sa se gwo Verite ti mal
si ou konprann mwen manti
al mande nan Venezwela
pa ezite mande Miranda tou.
Manman m te limyè k ap klere
pou krape, antere lesklavay!
Pa kriye, pa kriye Nègès!

Ooo pa kriye, pa kriye Nègès
pitit ou ak vwazen bay lanmen
lemonn antye kole zepòl
pou fòse Lavi reboujounnen
redonnen nan ke wòb ou
pou tout pitit ou viv byen!
Souri, souri, souri
Fè yon ti souri Nègès!

Porté disparu à Port-au-Prince

Le jeune Gérard Camille Séjour (Géto), proche parent de notre collaborateur Pierre L. Florestal et fils de Mme Lina Peters Séjour, résidant aux États-Unis d'Amérique, est porté disparu depuis le cataclysme du mardi 12 janvier. Toute tentative d'avoir des ses nouvelles étant vaine, quiconque lirait cette note et qui aurait des nouvelles de Gérard Camille Séjour (Géto) est prié de s'adresser aux numéros suivants:

Haiti: 3817-7808
USA: 718-756-5852
347-500-9238

Zanmy kanmarad

Kote moun ki te gen bon-
kjan kontra sosyal pou
Ayiti yo? Jodi a ki se pi bon
moman pou yo vin pale sou
kontra sosyal sa, mwen
poko tandè yo di anyen.
Se moun yo te konn rele
chimè yo k ap fè mirak ak
bout zong yo swa pou ch-
ache vivan osinon pou de-
tere kadav anba debri. Yo
toujou kreye anpil tranble-
manntè an Ayiti nan sipòte
tout koudeta, touye, piye ak
anprizonnen pitit peyi a.

Men apre tranblemanntè
san parèy sa a, nou pa wè
ki kote yo pase. Eske yo al
kache pou yo tounen lè lavi
pral rekòmanse boujonnen
an Ayiti?

Jodi a Ayiti bezwen zanj
lavi. Nou pa bezwen zanj
lanmò. Se pou sa li enpòtan
anpil pou n rete ak je nou
byen kale pou zòt pa ba nou
Ana pou Sizàn. Mwen kon-
nen doulè a rèd anpil pou nou
tout. Pa gen youn nan nou ki

pa frape dirèk osinon endirèk
nan katastwòf 12 janvye
2010 la, men fò n mare ren
n pou rekòmanse goumen.
Ayiti pa ka mouri! Ayite dwe
rete vivan! Se devwa pa n,
se pa devwa pa zòt pou bati
Ayiti Mwen byen di rebati
paske Ayiti potko janm bati.
Si anvironman an te respek-
te, konstriksyon kay te chita
sou lalwa, nou pa t ap janm
ka bati kay nan ravin ak sou
tout tèt mòn ki se proteksyon
peyi a. Nou bezwen konkou
tout moun
ki vle ede n,
men nou pa
ka lonje re-
sponsablite a
ba yo tankou
prezidan peyi
an fè sa. Si
nou pa leve
kanpe, zòt
ap pwofite
pandan n

kouche pou n mouri pou yo
regle zafè pa yo. Fò n veye
pandan n ap priye!

Se nan men nou-
menm pou bonjan kontra
sosyal la sòti. Nou dwe bati
lakay nan lòd ak disiplin.
Bonjan lekòl, lopital, kay ki
rele kay pou tout moun,
wout, elektrisite elatriye.
Nou bezwen bon devlop-
man dirab (solid) pou tout
pitit peyi a. Nou pa bezwen
pou Ayiti tounen sèlman yon
zòn touristik pou etranje vin
banbile pandan pitit kay ap
moute maswife pa do. En-
tansyon pa yo (Sa yo vle)
se pou pifò nan nou tounen
sèvitè epi yomenm yo se
mèt. Anpil ayisyen sèvel
wòwòt ap mande pou Ayiti
tounen Pòtoriko. Ala kote
w tandè! Letènè! esklav sa
yo pa konprann anyen nan
anyen. Pòtoriken pa mèt

Pòtoriko. Si pòtoriken yo te
byen konsa nan bèl paradi
sa, yo pa tap vin lakay kolon
pou chache lavi miyò.

Nan memwa tout zan-
sèt yo, an n pran angajman
pou n devlope Ayiti pou
ayisyen avèk ayisyen ak
konkou etranje san yo pa ba
n dikta. An n sèmanse swas-
ant disèt fwa sèt fwa pou n
divòse ak tout vye bagay
negatif nou te kon kite divize
n yo. Jodi a se pi bon moman
pou n montre linivè (lemonn
antye) nou konn sa nou vle.
Lè Ayiti bon, l ap bon ou,
pou li, pou mwen e pou nou
tout. An n fè tankou Kapwa
Lamò; menm si chwal la
tonbe, an n leve kanpe pou
kriye ak tout fòs nou: An
avan! An avan!

Maud Jean-Michel (Sanit B)

ERRATA

A la page 14 du numéro de la semaine dernière, Vol 3 #27, en lieu et place de la légende "Le stand Chrétiens & Sida" de l'article de la Déclaration de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide en Afrique du Sud, il fallait lire : « L'ex-président Aristide ému après sa conférence de presse »
De même, nous nous excusons auprès de notre rédacteur Frantz Latour d'avoir omis de porter son nom d'auteur sous l'article « Haiti Liberté dans l'épreuve »

Haiti : Témoignage d'un pompier secouriste



Morales Cienfuegos, le pompier paramédical de Mexico parlant au journaliste de Telesur

Un pompier mexicain, (Morales Cienfuegos) arrivé en Haïti pour aider dans les travaux de secourisme, raconte la situation et la gêne occasionnée par l'armée étasunienne. / Telesur (TS).

TS. On va parler avec un pompier mexicain pour connaître la situation en Haïti. Quelle est la plus grande difficulté?

MC.- La bureaucratie. Le campement est rempli de secouristes, mais on nous retient. Tous les jours nous sommes retenus soit parce qu'il n'y a pas de camions, soit parce qu'on a entendu des tirs de feu. On nous empêche de travailler et il y a des gens sous les décombres.

TS.- Les groupes de secouristes n'ont rien à voir avec les militaires?

MC.- Regardez les secouristes, c'est des civils, ils ne portent pas d'armes. Imaginez qu'on vous pointe avec un fusil en vous demandant si vous avez besoin d'aide.

TS.- A l'aéroport, il y a des militaires chargés de la logistique? Et vous les secouristes civils, vous êtes empêchés de sortir par les militaires?

MC.- Exactement. Ils nous disent que dehors ça [barde].

TS.- Alors qu'au dehors les gens essayent de survivre?

MC.- Exactement. Dans toute catastrophe, le pire problème est la désorganisation, la bureaucratie.

TS.- Vous êtes ici depuis combien de temps?

MC.- Nous avons sauvé les sept premières victimes à l'Université, cinq étudiants, la directrice et un prof français.

TS.- On peut encore trouver des gens sous les décombres?

M.C.- Bien sûr, ce type de bâtiments facilite la formation d'espaces. C'est de là qu'on entend les bruits, grâce à ça on arrive à sauver les gens.

TS.- Il y a des compartiments qui se forment?

M.C.- Oui.

TS.- Sont arrivés aussi des marins étasuniens, ça pourra vous aider?

M.C.- Ce sont eux qui sont chargés de la sécurité, ils nous escortent.

TS.- Mais s'ils ne sortent pas, vous non plus. Et les gens dehors vous attendent?

MC.- Exactement.

TS.- Quel est votre nom?

MC.- Morales Cienfuegos, pompier paramédical de Mexico

TS.- Merci pour votre témoignage

La revolucion Vive 21 janvier 2010

L'autre tremblement de terre du 12 janvier

Par Franck Seguy

Mardi 12 janvier 2010. Aux environs de 17 heures. Un tremblement de terre annoncé, depuis des années, jusque dans sa magnitude (7,2), balaie les régions ouest et sud-ouest de Haïti. Le bilan officiel évoque près de 113 mille vies humaines éteintes.

Deux heures plus tôt, un autre tremblement de terre politique secoue la gauche haïtienne. Et l'université spécialement. Jean Anil Louis-Juste, professeur connu pour son engagement aux côtés des luttes populaires, vient d'être crapuleusement assassiné. De la même manière que des scientifiques, en particulier des géologues, avaient identifié des signaux d'un imminent tremblement de terre sur Port-au-Prince, de nombreux signaux du tremblement de terre qui emporte la vie du camarade Janil avaient été émis depuis des mois.

Tout le monde conserve en mémoire les luttes de juin à août 2009 autour du réajustement du salaire minimum en Haïti. Et se rappelle certainement comment Janil a été accusé d'avoir été le «diable» qui s'est approprié de l'esprit des étudiants, les ayant conduit à comprendre que le salaire d'un ouvrier ne doit pas être de 125 gourdes (à peine 2 euros). On l'accusait de tellement de faits qu'on n'avait pas hésité à le criminaliser en cherchant à le rendre responsable d'une vitre soigneusement brisée par un sage architecte à l'édifice de la Fokal, la plus grande ONG de l'Internationale Communautaire et de la solidarité de spectacle en Haïti.

On garde encore en mémoire non seulement les efforts du gouvernement de Préval visant à le rendre coupable des revendications de réajustement du salaire ouvrier, mais surtout la hardiesse de madame la Première Ministre [Michèle Pierre-Louis, jusqu'en novembre 2009] qui était allée jusqu'à faire pression sur le rectorat de l'Université pour révoquer le professeur Jn Anil Louis-Juste.

C'est que Janil a toujours été cette voix emblématique des luttes pour l'humanisation de la vie en Haïti. Et on savait que notre bourgeoisie grandonarchique n'avait jamais réussi à dormir tranquille du vivant de Janil. Elle n'a jamais apprécié sa capacité incisive et novatrice, quand il a découvert le concept de «grandons-bourgeois» pour expliquer la spécificité de cette bourgeoisie-latifundiste.

Haïti a découvert Janil pour la première fois quand, étudiant à la Faculté d'Agronomie et de médecine vétérinaire (FAMV) de l'Université d'état d'Haïti, il avait coordonné une grève contre Baby Doc [Jean-Claude Duvalier, fils de François Duvalier, dit Papa Doc, fut dictateur de 1971 et 1980] qui s'apprenait à exiler des journalistes – à l'époque progressistes – et des militants de droits humains, en novembre 1980. Depuis lors, Janil n'a jamais cédé un pouce de son engagement pour les classes populaires.

Des soldats de la force d'occupation (Minustah - Mission des Nations Unies pour la Stabili-



Le professeur, Jean Anil Louis-Juste, connu pour son engagement aux côtés des luttes populaires

sation en Haïti) circulaient dans les rues avec son nom entre juin et septembre 2009. Ceux-ci, à plusieurs reprises, avaient tenté d'envahir la Faculté des sciences humaines (Fasch) et la Faculté d'Ethnologie dans l'espoir de l'enlever. C'est très mal connaître Janil que croire que de telles intimidations pouvaient le réduire au silence.

Dans sa courte carrière d'agronome, Janil a pu travailler aux côtés des paysans de Papaye, dans le Plateau Central, où il s'était fait remarquer par sa position radicale contre l'utilisation du «développement communautaire» en tant que «logo-technique» en vue de dépolitiser les paysans et désorienter leurs énergies, dans une direction contraire à leurs revendications historiques. Cette radicalité a failli lui coûter la vie lors du coup d'état de 1991. Il a échappé de peu aux sbires putschistes qui avaient été le chercher la nuit même du 30 septembre 1991. Mais il était en vacances à la capitale

De son expérience à Papaye, Janil a, entre autres, publié le livre Sociologie de l'animation de Papaye, initialement produit en vue de l'obtention de la licence en Travail social à la Fasch où il a dédié toute sa vie de militant sans pour autant cesser de marcher à côté des paysans et des travailleurs en général.

L'un des plus grands défis que l'on pourrait se lancer est celui d'identifier au cours des 52 ans de Janil un seul moment au cours duquel il n'aurait pas été en train de lutter contre l'industrie de la déshumanisation appelée à tort humanitaire. Des nombreux trésors qu'il nous lègue, nous recensons sa thèse de doctorat en Travail social intitulée «A Internacional Comunitária: ONGs chamadas alternativas e Projeto de livre individualidade. Crítica à parceria enquanto forma de solidariedade de espetáculo no Desenvolvimento de comunidade no Haiti» [L'Internationale Communautaire: ONGs dites alternatives et Projet de libre individualité. Critique du partenariat en tant que forme de solidarité de spectacle dans le Développement de la communauté en Haïti]. Il nous incombe de traduire cet ouvrage, pour publication, à titre posthume.

Il a créé le concept d'«Internationale Communautaire» justement pour désigner ces institutions internationales et leur

complexe idéologico-politique mal nommé «Communauté internationale» dont le rôle véritable est de dérouter toute lutte qui cherche à s'enraciner dans une Internationale Communiste.

Pour qui connaît la réalité haïtienne, il ne devrait pas être difficile de saisir la profondeur de cette thèse.

Il suffit de savoir que le nouveau nom de Haïti – et qu'il est de bon ton, actuellement, de mettre en valeur – est «Paradis des ONGs», cela permet de mesurer le ton osé de ladite thèse et combien importants sont les intérêts qu'elle indexe et indique. Les ONGs sont tellement puissantes en Haïti que même la gauche s'est aussi «onguisée», se prétextant être des ONGs alternatives.

De retour en Haïti en 2007, Janil s'est consacré à la construction de l'Asosyasyon Inivèsité ak Inivèsitéz Desalinyèn (ASID, en langue haïtienne). Il a ainsi fini par convaincre le dernier sceptique de son intention de dédier sa vie entière à la lutte pour la vie en Haïti. La participation de l'ASID au premier front de toutes les luttes sociales populaires en Haïti durant cette courte période ne saurait laisser indifférents les «grandons-bourgeois».

L'assassinat du camarade Janil a été planifié avec beaucoup d'intelligence (s'il convient d'appeler intelligence un acte aussi crapuleux). Deux tueurs à gage ont été contractés pour perpétrer le crime et lui donner des apparences de banditisme de rue. Aussitôt le crime commis, des médias qui ont eu le temps de le divulguer avant le tremblement de terre n'avaient pas hésité à parler de deux voleurs en action, en dépit du fait que ces mêmes médias aient reconnu en Janil le symbole de la contestation de l'ordre dominant en Haïti.

Jamais nous ne gaspillerons notre temps à demander que la justice «grandon-bourgeoise» soit mise en branle pour Janil. Nous savons parfaitement que la seule justice que nous pouvons espérer est la nôtre. Celle qui vaincra l'ordre socio-métabolique du capital, émancipant les vies humaines des chaînes qui rendent leur croissance impossible.

La vie du camarade Janil était dédiée à combattre la dégradation de la vie humaine provoquée par l'ordre du Capital. Même sa mort aura aidé à sauver des vies. Beaucoup d'étudiants de la Faculté des sciences humaines qui étaient dans la rue en train de protester contre l'assassinat ont été sauvés du tremblement de terre justement pour avoir été en pleine rue à ce moment précis. De ce fait, l'expectative des «grandons-bourgeois» qu'ils pouvaient éteindre la vie de Janil est une erreur monumentale: sa vie et son œuvre continueront à illuminer nos sentiers tout le temps nécessaire pour lutter contre la déshumanisation de la vie en Haïti. Camarade Janil ! - Présent !

A l'encontre 25 janvier 2010
Ndlr. * Franck Seguy. Sociologue et membre de Asosyasyon Inivèsité ak Inivèsitéz Desalinyèn-ASID


Papeterie & Imprimerie
126, Rue de la Reunion, HT 6110, Port-au-Prince, HAITI
Tels: 2512-5371
Cell: 3561-0616
IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Furnitures de bureau, fournitures scolaires


Top Enterprise Group, Inc
TOP
Léon Mondésir
Income Tax
Insurance
Security School
Traffic School
2 LOCATIONS
90 NE 54th Street, Miami, FL 33137
385-756-7587
17639 S. Dixie Hwy
Miami, FL 33157
305-255-1717
www.cckacademytrafficschool.com

Mercenaires flairent un juteux nouveau marché en Haïti

Par Jeremy Scahill

Pour certains, les images en provenance d'Haïti sont loin d'être désolantes. Comme après l'ouragan Katrina, les sociétés de sécurité privées, se découvrant une soudaine sollicitude pour la Caraïbe, offrent leurs services aux entreprises haïtiennes. Forte de l'expérience de « milliers de missions réussies en Irak et en Afghanistan », l'une d'entre elles propose « l'éradication des menaces élevées » et la protection contre « l'agitation des travailleurs. »

Nous avons vu se manifester les profiteurs de catastrophe en Irak et à la Nouvelle-Orléans et on peut s'attendre à les voir en nombre en Haïti dans les semaines et les mois qui viennent. Les entreprises de sécurité privées voient dans le battage médiatique sur les « pillards » la promesse de marchés juteux. Après l'ouragan Katrina, le nombre de sociétés de sécurité privées enregistrées (et non enregistrées) s'est multiplié en quelques jours. Les banques, les particuliers fortunés et le gouvernement américain ont tous fait appel à des sociétés privées de sécurité. J'ai moi-même rencontré des mercenaires israéliens tenant en arme un point de contrôle à l'extérieur d'un lotissement fermé de luxe à la Nouvelle-Orléans. Ils appartenaient à une société nommée « **Tir Instinctif International** ». (Je ne plaisante pas).

Haïti est la grande affaire du jour. Les entreprises membres du syndicat professionnel des mercenaires, nommé de façon orwellienne « International Peace Operations Association », offrent leurs services en Haïti. Il faut s'attendre à lire de plus en plus d'histoires comme celle-ci : Le 15 Janvier, une société basée en Floride, appelée *All Pro Legal Investigations*, a enregistré le nom de domaine Haïti-Security.com. Il s'agit en fait d'une

copie du site actuel de la société américaine, ciblée en direction des entreprises haïtiennes. On y lit que « *l'objectif de ce site est de servir de plate-forme pour ceux qui sont à la recherche d'informations sur la situation sécuritaire en Haïti* ».

« *All Protection and Security s'engage auprès de la communauté haïtienne et garantira professionnellement la sécurité contre toute menace à la prospérité en Haïti* », affirme le site. « *Les lieux de travail et les convois d'approvisionnement seront protégés contre les pillards et les vandales. Les travailleurs seront protégés contre la violence des gangs et les tentatives d'intimidations. Le peuple d'Haïti retrouvera la prospérité, avec l'aide des gens de bonne volonté du monde entier.* » L'entreprise se vante d'avoir accompli « *des milliers de missions réussies en Irak et en Afghanistan.* » Quant à son personnel, « *tous les membres de notre équipe sont d'anciens membres des forces de l'ordre ou de l'armée* », souligne le site. « *Si l'expérience, la formation et les qualifications des intervenants sont importantes, choisissez All Protection and Security pour vos besoins de sécurité face aux menaces élevées en Haïti.* »

Parmi les services offerts on trouve : « l'éradication des menaces élevées », la protection contre « l'agitation des travailleurs », la fourniture de gardes armés et « d'escortes armées de convois. » Ah, j'allais oublier : ils recrutent en ce moment.

* **Jeremy Scahill** est un écrivain et journaliste d'investigation étatsunien. Il est notamment correspondant pour le programme TV et radio Democracy Now !. Auteur de *Blackwater : The Rise of the World's Most Powerful Mercenary Army*.

Rebel Report. Usa, 19 janvier 2010

Un jour avant le tremblement de terre!

Par Michel Chossudovsky

Un scénario de secours aux sinistrés avait été envisagé pour Haïti au quartier général de l'US Southern Command (SOUTHCOM), basé à Miami, un jour avant le tremblement de terre. Les simulations de préparation à un désastre étaient celles d'un ouragan frappant Haïti. Elles se sont tenues le 11 janvier (Bob Brewin, Defense launches online system to coordinate Haiti relief efforts (15/1/10) -- GovExec.com).

L'Agence des systèmes d'information de la Défense (DISA, Defense Information Systems Agency), sous la juridiction du Département de la Défense (Department of Defense, DoD), a mis au point ces scénarios pour le compte de SOUTHCOM.

Connue comme une « Agence d'Appui Tactique », la DISA est mandatée pour mettre à la disposition de l'armée états-unienne des systèmes informatiques, de télécommunication et des services logistiques.

La veille du tremblement de terre, lundi [11 janvier 2010], Jean Demay, directeur technique de la DISA pour le Projet de Coopération et de Partage d'Informations Transnationales de l'agence, se trouvait au quartier général de l'US Southern Command à Miami, afin de tester le système avec un scénario comportant un plan de sauvetage d'Haïti, après le passage d'un ouragan.

Le Projet de Coopération et de Partage d'Informations Transnational (Transnational Information Sharing Cooperation Project, en anglais, TISC), est un outil d'information-communication qui « relie des organisations non gouvernementales et les Etats-Unis [le gouvernement et l'armée] et d'autres pays, pour acheminer, coordonner et organiser des opérations de secours ». (Government IT scrambles To Help Haiti [Les technologies de l'information du gouvernement se précipitent au chevet d'Haïti], TECH-WEB 15 janvier 2010).

Le TISC est un composant essentiel de la militarisation des secours d'urgence. Au travers de la DISA, l'armée étatsunienne surveille le système de communication et d'information des organisations humanitaires impliquées dans les secours. Il s'agit essentiellement d'un système de partage des communications contrôlé par les militaires US, qui est mis à la disposition des partenaires approuvés parmi les organisations non gouvernementales. Par ailleurs, la DISA « fournit la largeur de bande passante nécessaire pour aider les organisations impliquées dans le sauvetage d'Haïti. »

Il n'y a aucun détail sur la nature des tests réalisés au QG du SOUTHCOM le 11 janvier. Jean Demay, de la DISA, devait coordonner les tests. Il n'y a aucun rapport sur les participants impliqués dans les scénarios de secours aux sinistrés. Tout le monde s'attendrait, étant donné le mandat de



Des employés de l'Agence des systèmes d'information de la Défense (DISA)

la DISA, à ce que les tests aient concerné des simulations sur les communications, la logistique et les systèmes d'information dans le cadre d'un programme d'aide urgente et massive à Haïti.

Le concept le plus important sur lequel s'appuie le Projet de Coopération et de Partage d'Informations Transnational (TISC) de la DISA est de « réussir à coordonner les actions des forces militaires, des partenaires de coalition et des ONGs » (Defense Daily, 19 Décembre 2008).

Durant le déroulement des tests et des simulations de secours, le 11 janvier, le TISC s'était révélé, en rapport avec le désastre envisagé sur Haïti, « en parfait état de fonctionnement ». Le 13 janvier, le lendemain du tremblement de terre, le SOUTHCOM prit la décision d'utiliser son système TISC, qui avait été testé à Miami deux jours plus tôt : « Après le tremblement de terre ce mardi [12 janvier 2010], Demay a déclaré que le SOUTHCOM avait décidé de se déplacer là-bas, avec le système. Mercredi [le lendemain] [13 janvier 2010], la DISA rendit opérationnel son réseau d'accès pour tous ses partenaires [All Partners Access Network - APAN], reposant sur le Projet de Coopération et de Partage d'Informations Transnational (TISC), disponible pour toutes les organisations impliquées dans le sauvetage d'Haïti.

Le projet de partage d'informations, développé avec l'appui du SOUTHCOM et du Centre de Commandement Européen du Département de la Défense (Defense Department's European Command), existe depuis trois ans. Son but est de faciliter une collaboration multilatérale entre les agences fédérales et non gouvernementales.

Demay a déclaré que, depuis que la DISA avait fourni à l'Aide Humanitaire et à la Communauté des Secours aux Sinistrés pour Haïti l'accès à l'APAN ce mercredi [le lendemain du tremblement de terre], près de 500 organisations et particuliers les avaient rejoint, incluant des unités de Défense et diverses organisations non gouvernementales (ONG) et groupes de secours. (Bob Brewin, Defense launches online system to coordinate Haiti relief efforts [la Défense lance en direct un système pour coordonner les efforts de sauvetage d'Haïti] (15/1/2010) - GovExec.com soulignement par l'auteur)

La DISA a un bureau régional du SOUTHCOM à Miami.

En rapport avec le Programme de Secours d'Urgence pour Haïti, mis en route le 12 janvier, le mandat de la DISA comporte en partie une opération militaire soigneusement planifiée : « La DISA fournit à l'US Southern Command (SOUTHCOM) des capacités d'information qui permettront à notre nation d'être rapidement à la

hauteur de la situation critique en Haïti, » a déclaré Larry K. Huffman, le directeur principal, à la DISA, pour les opérations d'information globale sur le terrain. « Notre expérience dans le déploiement de supports aux opérations en cours autour du monde nous permet de répondre au mieux aux besoins de l'US SOUTHCOM. »

La DISA, une Agence d'Appui Tactique, élabore et [sic] fournit des capacités de commandement, de contrôle, de création d'infrastructures pour rester opérationnel et assurer un service global et de support direct, basé sur le net, pour relier les forces militaires, les chefs d'état, et tout autre partenaire de mission ou de coalition à travers l'ensemble des opérations. En tant que leader des communications, rattaché au Département de la Défense, la DISA utilise le système de communications satellite de la défense (Defense Satellite Communications System) pour mettre à disposition de toutes les organisations de sauvetage d'Haïti toutes les fréquences et largeurs de bande nécessaires.

Cela inclut des missions de supra hautes fréquences qui fournissent une largeur de bande pour les bateaux de la US Navy et pour une unité de la Marine Expéditionnaire, qui doit arriver bientôt sur les lieux pour renforcer la sécurité, amener de l'aide médicale et des hélicoptères, entre autres supports. Cela inclut également la mise de toutes les communications satellites à disposition de l'US Air Force engagée dans le contrôle du trafic aérien et des opérations de transport à l'aéroport saturé de Port-au-Prince. La DISA fournit également des canaux d'ultra haute fréquence (UHF) militaires et s'engage dans des missions SATCOM additionnelles, commerciales, qui améliorent encore leur capacité à faciliter les efforts de sauvetage. (DISA - Press Release, Janvier 2010, non daté, soulignement par l'auteur). Tout de suite après le tremblement de terre, la DISA a joué un rôle clé dans le support du SOUTHCOM, qui fut désigné de facto par l'administration Obama comme « l'agence principale » dans le programme de secours états-unien à Haïti. Le système sous-jacent consiste à intégrer les agences de secours civiles à l'intérieur d'un système avancé de communications et d'information contrôlé par l'armée états-unienne.

« La DISA est en train de développer une nouvelle technologie à Haïti, qui relie déjà des organisations non gouvernementales (ONG), d'autres nations et les forces états-uniennes, unies pour acheminer, coordonner et mieux organiser les efforts des secours » (Ibid)

Copyright Bob Brewin, Govexec.com, 2010
Traduction : Pascal Sacré
Mondialisation. 25 janvier 2010

TPS for Haitians!

Find out more about TPS (Temporary Protected Status) and work authorization from the US government.

Contact Ms. Pierre at: **917-675-5030**
(Nou pale kreyòl)

An associate of:  **Law Office of Chambers & Swait**

41-02 31st Avenue, Suite 2B
Astoria, NY 11103

PERSPECTIVES HAITIENNES

91.5 FM, WNYE

Mardi soir 8 - 10 pm

EDUCATION, SANTÉ,
DROIT, CULTURE,
NOUVELLES, DÉBATS.
UNE ÉMISSION DE LA
SHR (SOCIÉTÉ HAÏTIENNE
DE RECHERCHES, DE
DOCUMENTATION ET DE
PROGRÈS SOCIAL)

1786 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226

Tél : (718) 693-8229
Fax : (718) 693-8269

CHAY PA LOU

Community Center

Serving the community for 14 years

- Immigration
- Social Services
- Taxes

98 Veronica Place, Brooklyn, NY 11226

718-756-1586

New York: Haitian Community Plans Candlelight March across the Brooklyn Bridge

By Kim Ives

On Friday, Jan. 29, 2010, Haitians and their supporters will hold a candlelight march across the Brooklyn Bridge to honor the memory of the over 200,000 estimated dead and to show solidarity with those who are injured and who lost their family members and homes in the devastating Jan. 12, 2010 earthquake in Haiti.

Marchers will gather at Cadman Plaza in Brooklyn at 4 p.m. then march across the Brooklyn Bridge at about 5 p.m., and then rally in Foley Square, behind lower Manhattan's Federal Building, around 6 p.m.

"New York's Haitian community and many of their friends and neighbors have been deeply touched by the terrible tragedy that has struck Haiti," said Roger Leduc of KAKOLA, one of the community groups organizing the march. "People want to express their solidarity, love and admiration for the Haitian people who have shown so much determination, courage and dignity in the face of this, the nation's worst catastrophe ever."

New York's Haitian community has previously organized large marches across the Brooklyn Bridge. The first major one was on April 20, 1990 when about 100,000 Haitians poured across the bridge and filled streets around the Federal Building to protest the Center for Disease Control's unscientific designation of Haitians as an AIDS high-risk group. On Oct. 11, 1991 a similar multitude crossed the bridge to protest the Sep. 30, 1991 coup d'état against the elected government of President Jean-Bertrand Aristide. Again, on April 20, 2000, thousands crossed the bridge to protest police brutality after the St. Patrick's Day fatal police shooting of a Haitian-American youth, Patrick Dorismond.

Friday's march is sponsored by a broad coalition of Haitian community groups joined by North and Latin American organizations, churches and unions. The Coalition to Stand With Haiti includes Haitian groups ranging from the women's rights group Dwa Fanm to the New York chapter of former President Jean-Bertrand Aristide's Lavalas Family party, as well as Dominican, Venezuelan, Filipino, Senegalese and Pakistani groups along with North American activist groups like ANSWER Coalition and the International Action Center.

For more information about the march, call 718-421-0162

Securing Disaster in Haiti

By Peter Hallward, HaitiAnalysis.com

Nine days after the devastating earthquake that struck Haiti on 12 January 2010, it's now clear that the initial phase of the U.S.-led relief operation has conformed to the three fundamental tendencies that have shaped the more general course of the island's recent history. [1] It has adopted military priorities and strategies. It has sidelined Haiti's own leaders and government, and ignored the needs of the majority of its people. And it has proceeded in ways that reinforce the already harrowing gap between rich and poor. All three tendencies aren't just connected, they are mutually reinforcing. These same tendencies will continue to govern the imminent reconstruction effort as well, unless determined political action is taken to counteract them.

Haiti is not only one of the poorest countries in the world, it is also one of the most polarized and unequal in its disparities in wealth and access to political power. [2] A small clique of rich and well-connected families continues to dominate the country and its economy while more than half the population, according to the IMF, survive on a household income of around 44 US pennies per day. [3]

Mass destitution has grown far more severe in recent decades. Starting in the 1970s, internationally imposed neo-liberal 'adjustments' and austerity measures finally succeeded in doing what no Haitian government had managed to do since winning independence in 1804: in order to set the country on the road towards "economic development," they have driven large numbers of small farmers off their land and into densely crowded urban slums. A small minority of these internal refugees may be lucky enough to find sweatshop jobs that pay the lowest wages in the region. These wages currently average \$2 or \$3 a day; in real terms they are worth less than a quarter of their 1980 value.

Haiti's tiny elite owes its privileges to exclusion, exploitation and violence, and it is only violence that allows it to retain them. For much of the last century, Haiti's military and paramilitary forces (with substantial amounts of US support) were able to preserve these privileges on their own. Over the course of the 1980s, however, it started to look as if local military repression might no longer be up to the job. A massive and courageous popular mobilization (known as Lavalas) culminated in 1990 with the landslide election of the liberation theologian Jean-Bertrand Aristide as president. Large numbers of ordinary people began to participate in the political system for the first time, and as political scientist Robert Fatton remembers, "panic seized the dominant class. It dreaded living in close proximity to la populace and barricaded itself against Lavalas." [4]

Nine months later, the army dealt with this popular threat in the time-honored way, with a coup d'état. Over the next three years, around 4,000 Aristide supporters were killed.

However, when the US eventually allowed Aristide to return in October 1994, he took a surprising and unprecedented step: he abolished the army that had deposed him. As human rights lawyer Brian Concannon (director of the Institute for Justice and Democracy in Haiti) observed a few years later, "it is impossible to overestimate the impact of this accomplishment. It has been called the greatest human rights development in Haiti since emancipation, and is wildly popular." [5] In 2000, the Haitian electorate gave Aristide a second overwhelming mandate when his party (Fanmi Lavalas) won more than

90% of the seats in parliament.

More than anything else, what has happened in Haiti since 1990 should be understood as the progressive clarification of this basic dichotomy – democracy or the army. Unadulterated democracy might one day allow the interests of the numerical majority to prevail, and thereby challenge the privileges of the elite. In 2000, such a challenge became a genuine possibility: the overwhelming victory of Fanmi Lavalas, at all levels of government, raised the prospect of genuine political change in a context in which there was no obvious extra-political mechanism – no army – to prevent it.

In order to avoid this outcome, the main strategy of Haiti's little ruling class has been to redefine political questions in terms of "stability" and "security," and in particular the security of property and investments. Mere numbers may well win an election or sustain a popular movement but as everyone knows, only an army is equipped to deal with insecurity. The well-armed "friend of Haiti" that is the United States knows this better than anyone else.

As soon as Aristide was re-elected, a systematic international campaign to bankrupt and destabilize his second government set the stage for a paramilitary insurrection and a further coup d'état, and in 2004, thousands of US troops again invaded Haiti (just as they first did back in 1915) in order to "restore stability and security" to their "troubled island neighbor." An expensive and long-term UN "stabilization mission" staffed by 9,000 heavily armed troops soon took over the job of helping to pacify the population and criminalize the resistance. By the end of 2006, thousands more Aristide supporters had been killed.

Over the course of 2009, a suitably stabilized Haitian government agreed to persevere with the privatization of the country's remaining public assets, [6] veto a proposal to increase minimum wages to \$5 a day, and to bar Fanmi Lavalas (and several other political parties) from participating in the next round of legislative elections.

When it comes to providing stability, today's UN troops are clearly a big improvement over the old indigenous alternative. If things get so unstable that even the ground begins to shake, however, there's still nothing that can beat the world's leading provider of peace and security.

In the immediate aftermath of the earthquake that struck on 12 January 2010, it might have seemed hard to counter arguments in favor of allowing the US military, with its "unrivaled logistical capability," to take de facto control of such a massive relief operation. Weary of bad press in Iraq and Afghanistan, US commanders also seemed glad of this unexpected opportunity to rebrand their armed forces as angels of mercy. As usual, the Haitian government was instructed to be grateful for whatever help it could get.

That was before US commanders actively began – the day after the earthquake struck – to divert aid away from the disaster zone.

As soon as the US air force took control of Haitian airspace, on Wednesday 13 January, they explicitly prioritized military over humanitarian flights. Although most reports from Port-au-Prince emphasized remarkable levels of patience and solidarity on the streets, US commanders made fears of popular unrest and insecurity their number one concern. Their first priority was to avoid what the US Air Force Special Command Public Affairs spokesman (Ty Foster) called another "Somalia effort" [7] – which is to say,



A US soldier argues with a Haitian man in front of General Hospital on Jan. 19. By privileging guns and soldiers over doctors and food, the US military has only succeeded in helping to provoke a few occasional bursts of the very unrest they set out to contain

presumably, a situation in which a humiliated US army might once again risk losing military control of a "humanitarian" mission.

As many observers predicted, however, the determination of US commanders to forestall this risk by privileging guns and soldiers over doctors and food has only succeeded in helping to provoke a few occasional bursts of the very unrest they set out to contain. In order to amass a sufficiently large amount of soldiers and military equipment 'on the ground', the US Air Force diverted plane after plane packed with emergency supplies away from Port-au-Prince. Among many others, World Food Program flights were turned away by US commanders on Thursday and Friday, the New York Times reported, "so that the United States could land troops and equipment, and lift Americans and other foreigners to safety." [8]

Many similar flights met a similar fate, right through to the end of the week. Médecins sans Frontières (MSF) alone has so far had to watch at least five plane loads of its medical supplies be turned away. [9] On Saturday 16 January, for instance, "despite guarantees given by the United Nations and the US Defense Department, an MSF cargo plane carrying an inflatable surgical hospital was blocked from landing in Port-au-Prince and was re-routed to Samana, in Dominican Republic," delaying its arrival by an additional 24 hours. [10] Late on Monday 18 January, MSF "complained that one of its cargo planes carrying 12 tons of medical equipment had been turned away three times from Port-au-Prince airport since Sunday," despite receiving "repeated assurances they could land." By that stage one group of MSF doctors in Port-au-Prince had been "forced to buy a saw in the market to continue the amputations" upon which the lives of their patients depended. [11]

While US commanders set about restoring security by assembling a force of some 14,000 Marines, residents in some less secure parts of Port-au-Prince soon started to run out of food and water. On 20 January people sleeping in one of the largest and most easily accessed of the many temporary refugee camps in central Port-au-Prince (in Champs Mars) told writer Tim Schwartz, author of the 2008 book *Travesty in Haiti*, that "no relief has arrived; it is all being delivered on other side of town, by the US embassy." [12] Telesur reporter Reed Lindsay confirmed on 20 January, a full eight days after the quake, that the impoverished southwestern Port-au-Prince suburb closest to the earthquake's epicenter, Carrefour, still hadn't received any food, aid or medical help. [13]

The BBC's Mark Doyle found

the same thing in an eastern (and less badly affected) suburb. "Their houses are destroyed, they have no running water, food prices have doubled, and they haven't seen a single government official or foreign aid worker since the earthquake struck." Overall, Doyle observed, "the international response has been quite pathetic. Some of the aid agencies are working very hard, but there are two ways of reporting this kind of thing. One is to hang around with the aid agencies and hang around with the American spokespeople at the airport, and you'll hear all sorts of stories about what's happening. Another way is to drive almost at random with ordinary people and go and see what's happening in ordinary places. In virtually every area I've driven to, ordinary people say that I was the first foreigner that they'd met." [14]

Only a full week after the earthquake did emergency food supplies even begin the slow journey from the heavily guarded airport to fourteen "secure distribution points" in various parts of the city. [15] By that stage, tens of thousands of Port-au-Prince residents had finally come to the conclusion that no aid would be forthcoming, and began to abandon the capital for villages in the countryside.

On Sunday 17 January, Al-Jazeera's correspondent summarized what many other journalists had been saying all week. "Most Haitians have seen little humanitarian aid so far. What they have seen is guns, and lots of them. Armored personnel carriers cruise the streets" and "inside the well-guarded perimeter [of the airport], the US has taken control. It looks more like the Green Zone in Baghdad than a centre for aid distribution." [16] Late on the same day, the World Food Program's air logistics officer Jarry Emmanuel confirmed that most of the 200 flights going in and out of the airport each day were still being reserved for the US military: "their priorities are to secure the country. Ours are to feed." [17] By Monday 18 January, no matter how many US embassy or military spokesman insisted that "we are here to help" rather than invade, governments as different as those of France and Venezuela had begun to accuse the US of effectively "occupying" the country. [18]

The US decision to privilege military over humanitarian traffic at the airport sealed the fate of many thousands of people abandoned in the rubble of lower Port-au-Prince and Léogane. In countries all over the world, search and rescue teams were ready to leave for Haiti within 12 hours of the disaster. Only a few were able to arrive without fatal delays – mainly teams, like those

Suite à la page (17)



La squelettisation de la majestueuse cathédrale de Port-au-Prince



Cette pauvreté est l'héritage direct possiblement du système colonial d'exploitation le plus brutal dans l'histoire du monde, aggravé par des décennies d'oppression systématisée postcoloniale



Haïti connaîtra-t-elle le même destin de ré-statuquosation que la Nouvelle-Orléans quatre années après Katrina ?



Des militaires US et les sans-abris suite aux dégâts du cyclone Katrina en 2005 à la Nouvelle-Orléans

LA KAT D'H

Par Tontongi

« Quand la furie de la nature et la faillite humaine contribuent à la catastrophe »

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a causé en Haïti des dégâts d'une proportion apocalyptique, particulièrement à Port-au-Prince, à Léogane, à Jacmel et dans la région sud-ouest. Pour un pays qui était déjà en proie à une multitude d'handicaps, ce coup du destin a été particulièrement anéantissant. Pourtant il a tenu le coup, le pays, malgré le flot de sang et de pleurs, malgré les os brisés sous les décombres, malgré la squelettisation de la majestueuse cathédrale de Port-au-Prince dont l'ombre spectrale, enfant, attendrissait tant mon émoi, son odeur de bougie brûlée agrandissant sa mystique.

Comme les quatre cyclones qui ravageaient Haïti en automne 2008, ou encore Katrina, le cyclone qui frappait les États-Unis en été 2005, le séisme du 12 janvier a démontré l'ampleur que peuvent prendre les désastres naturels quand ils se combinent avec la négligence, l'incompétence, la corruption et la mauvaise foi des humains.

Naturellement, il faut faire la différence entre la science sismologique qui a identifié les *patterns* géologiques et le mouvement des plaques tectoniques qui causent et aggravent le tremblement de terre, et l'action (ou l'inaction) des humains et du système socio-politique haïtiens quant à la mise en place des paravents, sinon de prévention, du moins de réduction des dégâts envisageables dans une crise sismique. C'est la différence entre un État fonctionnel comme celui de Cuba qui affrontait à peu près les mêmes cyclones qu'Haïti en 2008 avec considérablement moindres dégâts, et l'État dysfonctionnel d'Haïti, historiquement au service de la bourgeoisie prédatrice, qui ne s'est jamais souscrit à la notion de l'État comme protecteur du bien-être général et des moins privilégiés.

Un système inhumain et des conditions sub-humaines

La tragédie séismique qui engloutit Port-au-Prince et le sud-ouest d'Haïti en ce jour de janvier 2010 changera à coup sûr la physiologie des villes et régions affectées, mais espérons que changeront aussi à la fois la conception et les pratiques de fonctionnement de l'État comme une poule aux oeufs qu'on déplume à volonté. Espérons qu'engloutisse avec les piliers des bâtisses et des monuments, avec les blocs de béton jadis protégeant les refuges, avec les cadavres jetés dans les fosses communes comme des immondices anonymes, tout le système socio-politique pourri d'Haïti qui considère le prochain comme un pallier et un pion malléable à merci, un système qui n'a cure que des gens vivent au milieu de la crasse et de la misère la plus horrible si l'automobile tout terrain du bourgeois est assez robuste pour y circuler à grande vitesse ; un système inhumain qui accepte que des gens vivent dans des conditions sub-humaines pour perpétuer le statu quo ; un système de perte qui intimide par la terreur étatique et l'invasion étrangère, par l'exclusion et la répression, par l'exploitation et la subjugation de l'humain par l'humain.

Je pleure les gens qui meurent, parents, amis et connaissances, à l'instant d'un soupir et d'autres après une longue agonie ; je pleure ces gémissements et bourdonnements qui émanent de la profondeur des hécatombes sérielles, ces morts de la malchance et de la contingence dont la survie dépendait de la faillite d'une conjonction de facteurs à la fois arbitraires et prédéterminés mais qui tous témoignent de la démission relative d'une partie importante de la société : son propre État national.

Je pleure les enfants de l'oubli, ces disparus à peine parus dans notre monde de faux-semblants dont la ténacité vitale de la petite Jeanne, sauvée des décombres, a témoigné l'existence. Je pleure le grand vide d'être et les espaces dilapidés ; je pleure la furie destructrice de la nature et le sang et les pleurs qu'elle a fait couler, sa violence mortelle contre les membranes de la terre, contre le corps sacré des humains. Je pleure cette massive manifestation de l'existence de l'horreur ; je pleure ses victimes innocentes.

Je me réjouis, toutefois, de voir au milieu des laideurs de la tragédie, cette immense manifestation de solidarité provenant des quatre coins du globe pour aider Haïti à s'en remettre, pour l'aider à survivre les coups. Pourtant je ne peux m'empêcher de revoir le spectre de Katrina, revivre l'abandon

de la Nouvelle-Orléans seulement. Les larmes de crocodiles eussent été le même destin de *ré-statuquo* quatre années après

Katrina ?

En effet, il serait condamner de Katrina dans le contexte Haïti. L'éclairage, la vigilance, les incriminations dans les médias, les cris pour le changement étatique Haïti aujourd'hui, mais seulement les choses étaient retournées à l'humanité. Les morts étaient morts, à en questionner les causes n'en redresser les dégâts. Katrina, misère humaine, même exposée et d'ordinateur, n'était plus par des priorités.

Fausse compréhension de la prémisse

Nous accueillons avec indignation la passivité démissionnaire de l'État haïtien ces jours cruciaux du tremblement de terre. Les choses soient prises en main, nous sommes par les Étatsuniens. C'est une erreur, mais c'est une fausse compréhension, sur la fausse prémisse que les Étatsuniens à coeur plus que les haïtiens à coeur étranger à Haïti est justement manitaires de sauvetage et d'aide médicale et d'autres ont accueilli qui a sauvé beaucoup de vies. Le chaos et de destruction. Mais sitôt pris fin, et ils plieront bagues devant les mêmes problèmes de l'exclusion sociale, la détresse par les circonstances et les conditions.

La solution n'est certainement pas la recolonisation d'Haïti comme ce qui a été d'un ou plus implicitement dans la préhistoire de Haïti. En fait, cette assertion c'est qu'elle ignore le fait qu'Haïti ait vécu justement sous le paradigme de la charité structurel promu par le Fonds Banque interaméricaine de développement Haïti comme des proconsuls de

La responsabilité de l'oppression postcoloniale

Comme le rappelle Peter Hallward dans *The Guardian* du 13 janvier 2010, le paradigme néolibéral d'ajustement structurel ont dépeuplé le gouvernement Haïti significative d'investir dans son économie (...) Haïti est couronné le plus pauvre de l'hémisphère. La pauvreté est l'héritage direct de l'exploitation le plus brutal d'oppression par des décennies d'oppression postcoloniale ». Hallward est correct dans son analyse des conditions socio-économiques existant en Haïti dans les dégâts causés par le séisme et l'impuissance qui expliquent les dégâts à Port-au-Prince aujourd'hui. Je pleure avec le vœu qu'en plus de l'aide de la communauté internationale qui peut faire « pour faciliter l'autonomie d'Haïti et des institutions publiques dans notre volonté d'aider, il faut de contrôler le gouvernement et d'exploiter son économie. Et nous commencer à payer au moins que nous avons déjà causés » [notamment l'absence de blocus illégal par États-Unis de Port-au-Prince, la mise en place d'une justice judiciaire].

C'est en effet difficile de voir Clinton, George W. Bush et Nicolas Sarkozy, le néolibéralisme français, dont les dirigeants sont en grande partie responsables des dégâts, se métamorphoser en champions de la charité, de la déper-

TRINA

AÏTI

ent quelques mois après que les
versées. Haïti connaîtra-t-elle
sation que la Nouvelle-Orléans

nable de ne pas nous souve-
ce du tremblement de terre en
les apports de solidarité, les
s nationaux et internationaux,
aient presque les mêmes qu'en
ment quelques mois plus tard
dans l'ordinaire de leur mon-
s pour toujours ; on n'avait pas
i gaspiller les ressources pour
a n'était plus un scandale et la
ée sur les écrans de télévision
t de l'urgence et encore moins

on basée sur une fausse

dulgence ceux-là qui, face à la
tat haïtien durant les premiers
de terre, émettent le vœu que
n par les étrangers, particulière-
un désir suscité par la frustra-
mpréhension des choses basée
étrangers auraient les intérêts
Haïtiens eux-mêmes. La soli-
qu'ici formidable, les forces hu-
de à la survivance, les secours
mpli un travail extraordinaire
s dans une situation générale
ais leur travail de secours aura
ages. Le peuple haïtien restera
mes : l'exploitation, l'inégalité,
e économique, la victimisation
tingences.

ement pas, loin de là, dans la
le préconisent carrément plus
ans le vœu que les étrangers
ait, l'ironie bien amusante de
ore ou passe de l'éponge sur le
avant le tremblement de terre,
é étrangère et de l'ajustement
s monétaire international et la
veloppement qui sévissent en
l'impérialisme.

de la colonisation et de

Hallward dans un article dans
2010, « les décennies de poli-
' et d'intervention néo-impéri-
ment d'Haïti de toute capacité
on peuple ou d'organiser son
amment désignée comme 'le
sphère occidentale'. Cette pau-
siblement du système colonial
dans l'histoire du monde, ag-
pression systématique postco-
d'attribuer aux conditions so-
Haïti une part de responsabilité
séisme : « C'est cette pauvreté
nt l'énorme échelle d'horreurs
» Hallward conclut l'article
aide d'urgence envoyée par la
elle réfléchisse sur ce qu'elle
o-responsabilisation du peuple
iques. Si nous sommes sérieux
ut nous défaire de nos velléités
d'Haïti, de pacifier ses citoyens
t puis nous devons aussi com-
lques-uns des dommages que
e traduction de l'anglais]. À la
-Unis des ports et de l'aéroport
garde de Hallward est bien ju-

voir ceux-là mêmes comme Bill
olas Sarkozy, cet héritier du re-
écisions politiques sont en une
s malheurs d'Haïti maintenant
ons de son bien-être. Le para-
ndance et de la prise en charge,

c'est celui-là même que l'impérialisme bien-pensant (ou son pendant le néocolonialisme globaliste) avait déjà imposé sur le reste du tiers-monde, Haïti servant comme laboratoire. Il faut rejeter catégoriquement cette voie-là.

Une opportunité de repartir à neuf

Ce qu'en outre les forces progressistes doivent avancer dans le grand débat d'idées qui se mène en cet instant, c'est que le tremblement de terre et la réponse passive de l'État à son égard témoignent non seulement de la faillite du système politique, mais ils rendent possible en même temps l'opportunité de chambarder tout le système pour le remplacer par un nouveau système rebâti sur des bases plus solides, plus bénéfiques aux intérêts du peuple.

En effet, Haïti n'était pas, loin de là, un paradis terrestre quand le séisme fonçait sa furie sur son centre névralgique. Haïti et Port-au-Prince en particulier vivaient, avant le tremblement de terre, dans des conditions quasiment séismiques, dans une situation terrible de sous-développement qui amène à son sillon la misère, la corruption de l'État, la nocivité de l'environnement, l'abjection de la vie ou simplement la laideur de la contingence. Haïti était en désolation avant le tremblement de terre, la désolation est maintenant amplifiée par les horreurs en série que vit journellement la population.

Cependant, malgré ses horreurs, le tremblement de terre présente pour nous une rare occasion de repartir à neuf, repartir à partir du projet original de libération nationale, d'indépendance et de solidarité avec les autres peuples qui combattent l'oppression ; repartir vers la création de la société de droit et de justice sociale, vers une vie décente faite de dignité et de fraternité solidaritaire. Au lieu qu'elle nous engouffre davantage dans l'impasse de la sub-humanité, cette catastrophe nationale, contrairement à l'humiliation de février 2004, doit nous faire avancer vers l'avant, non pas en terme de la conception productiviste du progrès, mais en terme de la réalisation du projet humanitaire vers la transcendance, vers la réalisation de la justice sociale, la dignité de l'individu, la sécurité et le bien-être de la collectivité.

Il n'y a aucune raison pour qu'Haïti demeure une singularité de l'abject, un superlatif de la pauvreté, ni un cas particulier qu'illustre la conception raciste de développement de l'humain.

Oui, même pétri dans le chagrin par la mort des gens que j'aime et respecte, même vivant la mort dans l'âme l'horrible cauchemar de destruction de Port-au-Prince de mon enfance, je me réjouis de la solidarité universelle que manifeste cette collectivité de nations et de peuples envers la souffrance de mon peuple. Je m'en réjouis, car c'est la récompense de la raison contre l'ignorance et contre l'inhumanité de la notion qu'on puisse bâtir une éthique de vie sur l'exclusion, l'avarice et l'apparence. Dans ce présent moment de chaos, de confusion et de priorité de la survivance et du chacun pour soi, c'est bien réjouissant de voir ces images de solidarité et d'abnégation de soi. Même si on voit dans certains moments de la tragédie la manifestation animale de la contingence, il y a encore l'espoir de reformuler ou de réaffirmer le grand besoin de transcendance, de civisme et de sacrifice de l'ego pour arriver à un nouveau paradigme de réinvention de l'être comme à la fois liberté et solidarité avec l'Autre, une nouvelle éthique de vivre ensemble.

La grande tragédie où s'engouffre aujourd'hui le peuple haïtien est bien douloureuse mais je reste confiant qu'il la surmontera avec courage ; les jours qui viendront seront assurément jalonnés d'épreuves, mais à la fin le pays reprendra sa force car, tout comme le bistouri du chirurgien blesse pour la guérison, cette présente tragédie peut être une opportunité de rebâtir un demain meilleur. Haïti ne mourra pas. Loin de là.

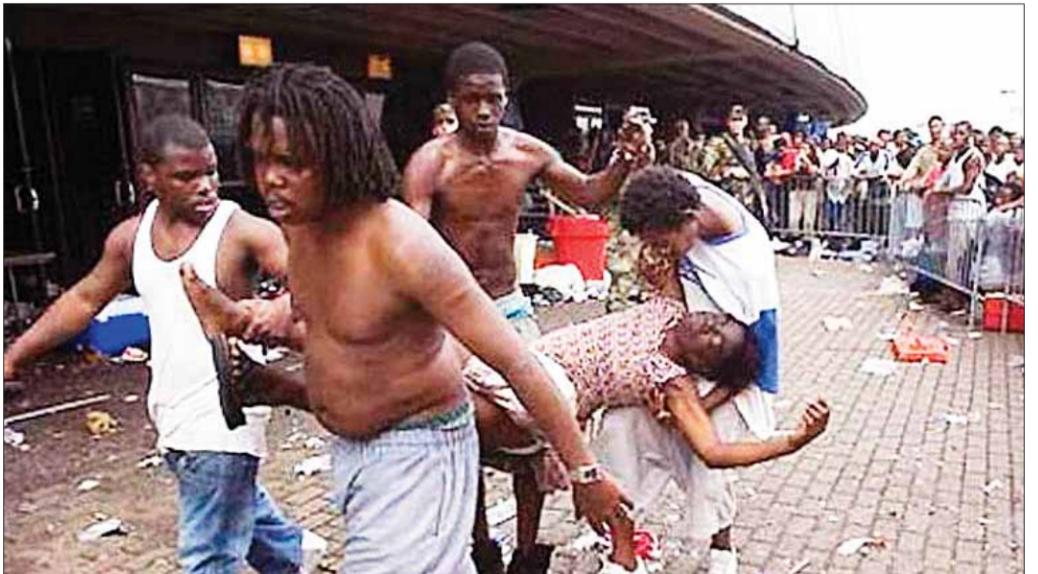
-Tontongi, 20 janvier 2010

(Cet article peut être aussi lu dans la revue *Tanbou* : <http://www.tanbou.com>)

N.B. Je veux profiter de cette occasion pour présenter mes condoléances aux familles de mes amis et collègues d'Haïti qui ont perdu leurs vies dans le tremblement de terre. Je pense plus spécialement à Pierre Vernet qui a été un farouche défenseur de notre créole, à Georges Anglade, le grand géographe et excellent « auditeur », et à Mireille Neptune Anglade, une grande championne des droits de la femme. J'écrirai éventuellement un hommage spécial pour honorer leur mémoire. Mes condoléances et sympathies vont également aux familles de Christine Toussaint, de Myriam Merlet, de Magalie Marcelin, d'Anne Marie Coriolan, de Micha Gaillard et de tous les compatriotes, connus et non connus, affectés par cette tragédie.



Cette grande tragédie où s'engouffre aujourd'hui le peuple haïtien est bien douloureuse mais je reste confiant qu'il la surmontera avec courage



Des Victimes de Katrina à la Nouvelle Orléans



Une femme pleurant à la Nouvelle Orléans



Katrina, le cyclone qui frappait les États-Unis en été 2005

Haiti, Alain Joyandet, les chats noirs la nuit

Par Claude RIBBE

La presse « mainstream » française (celle qui fait comme si je n'existais pas, parce que j'aurais « trop de style » pour un nègre ou qui m'insulte de temps en temps) vaut vraiment la peine d'être lue en ce moment. Prenons au hasard dans ce florilège de sottises et de mensonges grossiers.

Si les journalistes sont beaucoup plus nuancés qu'il y a six ans pour parler de la prétendue « démission » du président Aristide, en fait victime d'un brutal enlèvement chez lui à 4 h du matin par un commando de trente barbus des forces spéciales US emmené par Luis Moreno, le résident de la CIA à Port-au-Prince, agissant sur ordre de l'administration Bush, avec la collaboration de Villepin, en revanche, on continue à soutenir que le président aurait été poussé dehors par une « rébellion armée » (et non pas par la CIA) : en fait une cinquantaine de mercenaires payés 2 millions de dollars et qui servaient de diversion à l'opération américaine (même si Guy Philippe, la stupide marionnette présentée à la presse comme le chef des « rebelles » pensait certainement naïvement tirer parti de cette situation en levant une véritable armée et en devenant ainsi un réel interlocuteur pour ses commanditaires).

Mais la chose la plus énorme que j'aie pu lire, c'est que les Haïtiens seraient « contents » de voir arriver les GI's d'Obama (avec leur fusil caché derrière le dos) parce que - tenez-vous bien - Obama est « noir » et, comme il est « noir », les Haïtiens le considéreraient forcément comme un ami. C'est tout juste s'ils n'agiteraient pas des petits drapeaux amé-



Alain Joyandet secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie

ricains. Celui ou celle qui a pu écrire cela révèle une pensée raciste primaire, selon laquelle tous les « noirs » (qui se ressemblent tous, formant une « race » dont la culture ne saurait corriger les défauts) agiraient en fonction d'une solidarité naturelle. Je ne suis pas sûr que les chats noirs miaulent et se saluent quand ils se croisent la nuit, sauf dans l'esprit malade d'ignorants arriérés dans certaines campagnes. Mais sans doute les « noirs » sont-ils beaucoup plus bêtes que les félins domestiques.

C'est cette logique simpliste et pour tout dire pathologique qui a prévalu pour confier les opérations du coup d'État de 2004 à Mme Rice et à M. Powell. Comme ils étaient « noirs » dans l'esprit de ceux qui se définissent comme « blancs » et qui doivent être fiers de cette prétendue supériorité, les Haïtiens devaient être contents qu'un coup d'État soit perpétré par une « sœur » et un

« frère ». De même qu'ils étaient contents d'être gouvernés par leur « frère » papa Doc. M. Fillon aurait dû envoyer, dans ces conditions, une Rama Yade *, au lieu d'Arno Klarsfeld **, pour que les nègres haïtiens soient contents d'apprendre, par la bouche d'une « sœur » que la France ne leur doit rien et que les 24 millions de dollars généreusement octroyés par Paris (c'est le chiffre annoncé pour l'aide française) étaient le don charitable d'un pays civilisé à une horde de va-nu-pieds ingouvernables et de sauvages puants, capables à la limite, comme dirait Stephen Smith *** de se « bouffer entre eux ». Surtout pas le commencement de remboursement d'une éventuelle dette pour 21 milliards de dollars de racket ajoutés à 150 années d'esclavage. Car comme dirait ce bon Chirac (Pointe à Pitre, mars 2000) : « Haïti n'a jamais été, à proprement parler, une colonie française ». De même Chirac n'a-t-il jamais été, à proprement parler, un imbécile. D'ailleurs, si ma mémoire est bonne, à l'automne 2007, c'est bien Rama Yade qu'on avait envoyée en exploratrice à Port-au-Prince, à cause, je présume, de sa couleur.

Ceci étant, les Haïtiens avaient peu apprécié. Pour deux raisons. D'abord parceque, là-bas, les plus pauvres, qui n'ont plus leur mot à dire depuis que leur président a été enlevé, jugent d'après l'histoire (qu'ils connaissent mieux que Chirac, hélas) et non pas à la couleur du poil. L'histoire de Rama et la leur n'avaient vraiment rien à voir. Ensuite, parce que la classe dirigeante haïtienne, présentée mensongèrement par les médias comme « noire », ce qui est absolument faux, n'aime pas du tout les « nègres ». « Tu pues, Kongo ! » : c'est le genre de compliments que les Syro-

Libano-Américains, comme André Apaid, un « blanc » qui n'avait même pas la nationalité haïtienne, mais qui a été présenté par la presse française en 2004, comme le chef de l'« opposition » de Port-au-Prince (de même que certaines personnes à Paris sont montrées comme représentant d'outre-mer et la « diversité » sans que nul ne s'en étonne), ce sont ces compliments là, dis-je, que ces gens-là aiment lancer aux employés (à 1 dollar par jour) qui sont censés avoir démerité. Cette classe dominante de néo-esclavagistes blancs ou clairs de peau, qui a renversé Aristide à cause de sa couleur et de ses origines modestes, aurait été plus flattée si Paris leur avait envoyé quelque fin de race vaniteux aux manières de colon, se piquant de belles lettres (peu importe qu'il n'écrive pas lui-même ses livres) et se réclamant de Napoléon, comme on en trouve au ministère français des Affaires étrangères, un endroit où la « diversité » est particulièrement représentée, comme chacun doit savoir...

Un grand coup de chapeau en tout cas au courageux ministre français qui, présent sur le terrain dès qu'il a pu, a osé parler d'occupation. M. Joyandet, je vous salue bien bas. Et je serai certainement l'un des rares à lever mon chapeau. Malheureusement, les choses étant ce qu'elles sont, j'espère pour vous que le sort qui vous est promis sera plus enviable que celui de M. Jégo et que vous ne serez pas sèchement remercié au mois de mars pour avoir osé défendre, comme vous le pouvez, l'honneur de la France, singulièrement élastique de nos jours. Respect!

Le Grand soir
23 janvier 2010

Ndlr :

* Rama Yade, nom usuel de **Mame Ramatoulaye Yade**, née à Dakar (Sénégal), est une femme politique française. Elle est membre de l'UMP (Union pour un Mouvement Populaire). Elle a été secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires étrangères et des Droits de l'homme, à partir du 19 juin 2007. Le 23 juin 2009, elle a été nommée secrétaire d'État chargée des Sports au gouvernement François Fillon II.

** **Arno Klarsfeld** est un avocat franco-israélien et collaborateur occasionnel du Président Nicolas Sarkozy, aussi connu pour son implication dans des dossiers brûlants de politique intérieure française.

*** **Stephen Smith**, est un homme politique australien. Ministre des Affaires étrangères depuis le 3 décembre 2007.

**** **Alain Joyandet**, homme politique français. Il est, depuis le 18 mars 2008, secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie dans le deuxième gouvernement Fillon. Il est celui qui avait dû faire « le forcing auprès des Américains » pour permettre l'accès à l'aéroport de Port-au-Prince d'un avion secouriste français. Après avoir parlé de « protestations officielles », il a été démenti par l'Elysée et le ministère des Affaires étrangères.

***** **Yves Jégo**, homme politique français, membre de l'UMP et du Parti radical, il a été secrétaire d'État chargé de l'Outre-mer dans le second gouvernement Fillon du 18 mars 2008 au 23 juin 2009. Le 23 juin 2009, il est remercié du gouvernement, éviction qu'il attribue aux pressions du patronat béké (en Gadeloupe). Il est prévenu de son départ moins d'une heure avant l'annonce du remaniement ministériel (France-Antilles, 24 juin 2009).

HAÏTI « Bienvenue au bal des hypocrites »

Par Ngombulu Ya Sangui Ya Mina
Bantu LASCONY

Depuis qu'Haïti a été terriblement secouée par un tremblement de terre, le syndicat des ex-empires négriers s'est aussitôt empressé de lui porter secours. Les Etats-Unis et la France ont été les premiers ex-empires à ouvrir le bal des hypocrites, en dépêchant des secouristes à Port-au-Prince. L'aide humanitaire c'est très bien, mais pourquoi avoir attendu le pire pour réanimer un pays depuis longtemps à l'agonie. Ça fait des décennies qu'Haïti attend impatiemment son plan Marshall, certains de ses habitants se sont même nourris de galettes d'argile dans l'indifférence totale. Ni le P.N.U.D, ni la F.A.O n'ont envisagé de convoquer une conférence internationale pour délivrer ce pays d'une misère chronique. Combien de conférences internationales n'ont-elles pas été convoquées en faveur du Proche-Orient ? Comme tout peuple en quête de liberté et de dignité, le peuple haïtien a combattu les troupes napoléoniennes pour être libre et digne, alors pourquoi cette rancune tenace ? Ce qui est valable pour les autres est interdit aux Nègres, notamment la dignité et le devoir de mémoire.

Nicolas Sarkozy (chantre de la non repentance) a même prévu de se rendre très prochainement en Haïti. Mais pour y faire quoi ? Un pays où tous les symboles de l'Etat sont à terre. Plus de palais présidentiel, de gouvernement, de trésor public, de Parlement, d'hôpitaux, de force publique et que sais-je d'autres. En 206 ans d'indépendance, cette ex colonie française, pourtant membre de l'O.I.F (Organisation Internationale de la Francophonie) n'a jamais reçu la moindre visite d'un chef d'Etat français. Il a fallu que des dizaines de milliers d'Haïtiens se retrouvent sous les décombres pour que chacun manifeste une compassion contrefaite. Non, Haïti n'a pas besoin de compassion, mais de compensation. Pendant plus de deux siècles, des générations d'Haïtiens ont été condamnées à payer le prix de leur audace, celui d'avoir vaincu l'esclavagiste au cours d'un combat loyal, car partout ce dernier avait triomphé sur le Nègre, sauf en Haïti et en Ethiopie (uniques symboles de fierté pour les Nègres), raison de leur condamnation.

En 1915, l'armée américaine a envahi Haïti, violant du coup sa souveraineté acquise après d'âpres batailles. Il était insupportable pour l'Oncle Sam de voir des Nègres bomb-



La Nouvelle-Orléans se tourne vers la Caraïbe et sa population demeure toujours accros aux Mojos (talismans). C'est peut-être pour cela qu'en 2005, George Bush ne s'y était pas précipité pour sauver les Nègres de la noyade.

er le torse sur le continent américain. L'occupation militaire américaine en Haïti dura 19 ans. Celle-ci était intervenue 4 ans après le décès d'Anténor Firmin, précurseur de la littérature haïtienne et auteur de l'ouvrage « De l'égalité des races » en réponse à « l'essai sur l'inégalité des races » du Comte Arthur de Gobineau (suprématisme aryen). Hormis d'être tous les deux écrivains, Anténor Firmin et Arthur de Gobineau n'avaient en commun que leur premier prénom

(Joseph). Il est aussi important de rappeler que l'honorable Anténor Firmin s'était opposé en tant que Ministre de Florvil Hippolyte à l'installation d'une base militaire américaine en Haïti 24 ans avant son incursion. En janvier 2010, le grand empire a récidivé en déployant un bataillon composé de 12000 soldats. Ce n'est pas avec le fusil qu'on soigne les blessés.

En 2004, les Etats-Unis et la France, pourtant « brouillés » au sujet de la seconde guerre du Golfe, se

sont vite réconciliés sur le dos d'Haïti en y menant une opération commando conjointe nommée « Bonaparte », comme pour rappeler aux Haïtiens

Suite à la page (19)

VENUS
RESTAURANT

**Specializing in
Caribbean &
American Cuisine**

**We do Catering
Available for all
Occasions
Fritaille etc..**

**670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226**

«Venus, l'endroit idéal!»

7 1 8 - 2 8 7 - 4 9 4 9

Les Etats Unis ont-ils provoqué le tremblement de terre à Haiti ?

Selon Russia Today, le président du Venezuela, Hugo Chávez Frías, a évoqué la possibilité que les Etats-Unis aient provoqué la série de tremblements de terre de la semaine dernière aux Caraïbes, dont celui qui a dévasté Haïti. Selon VivéTV, ce sont les armées russes qui ont évoqué cette éventualité. Quoi qu'il en soit, le Venezuela, la Bolivie et le Nicaragua ont demandé la convocation en urgence du Conseil de sécurité. Celui-ci devrait examiner ces imputations et l'invasion « humanitaire » d'Haïti par les troupes états-uniennes.

L'article ci-dessous a été rédigé et publié par ViveTV, une chaîne publique vénézuélienne. La vidéo a été diffusée par Russia Today, une chaîne publique russe. Etrangement, la télévision vénézuélienne source ses imputations en désignant l'armée russe, tandis que la télévision russe source les mêmes imputations en désignant le président Chavez. (Ndlr).

Un rapport de la flotte russe du Nord indiquerait que le séisme qui a dévasté Haïti est clairement « le résultat d'un essai par l'US Navy de son arme sismique ». La Flotte du Nord observe les mouvements et activités navales états-uniennes dans les Caraïbes depuis 2008, lorsque les Etats-Unis annoncèrent leur intention de reconstituer la Quatrième flotte dissoute en 1950. La Russie y avait répondu un an plus tard en reprenant dans cette région les exercices de sa flotte constituée autour



L'USAID et le SouthCom ont débuté l'invasion humanitaire en déployant 10 000 soldats et contractants, à la place de l'ONU

du croiseur atomique lance-missiles Pierre le Grand, interrompus depuis la fin de la Guerre froide. Depuis la fin des années 70, les Etats-Unis ont considérablement avancé leurs recherches sur les armes sismiques. Selon ce rapport, ils utilisent désormais des générateurs impulsionsnels, à plasma et à résonance combinés à des bombes à onde de choc [1] Le rapport compare deux expériences conduites par la marine états-unienne la semaine dernière : un tremblement de terre de magnitude 6,5 alentour de la ville d'Eureka en Californie, qui n'a pas fait de victimes, et celui des Caraïbes qui a fait au moins 140 000 morts.

Ainsi que l'indique le rapport, il est plus que probable que l'US Navy avait une pleine connaissance des dommages que cette expérience était susceptible de causer à Haïti. C'est pourquoi, la Navy avait positionné à l'avance sur l'île le général P. K. Keen, commandant en second du SouthCom (Commandement du Sud), pour superviser les

opérations de secours prévisibles [2] Concernant l'objectif final de ces expérimentations, indique le rapport, il s'agit de la planification de la destruction de l'Iran par une série de tremblements de terre afin de neutraliser l'actuel gouvernement islamique.

Selon le rapport, le système expérimental des Etats-Unis (*High frequency active auroral research program*, dit « HAARP ») permet également de créer des anomalies climatiques afin de provoquer des inondations, des sécheresses et des ouragans [3]

Selon un rapport précédent, les données disponibles coïncident avec celles du tremblement de terre de magnitude 7,8 sur l'échelle de Richter survenu au Sichuan (Chine), le 12 mai 2008, également causé par des ondes électro-magnétiques HAARP.

On observe une corrélation entre les activités sismiques et la ionosphère, caractéristique de HAARP :

1. Les tremblements de terre dans lesquels la profondeur est linéairement identique dans la même faille, sont provoqués par une projection linéaire de fréquences induites.
2. Des satellites coordonnés permettent d'engendrer des projections concentrées de fréquences dans des points déterminés (des Hippocampes).
3. Un diagramme montre que des tremblements de terre considérés comme artificiels se propagent linéairement à la même profondeur

Localisation	Date	Profondeur
Venezuela	8 janvier 2010	10 km
Honduras	11 janvier 2010	10 km
Haïti	12 janvier 2010	10 km

Les répliques ont également été observées aux environ de 10 km de profondeur.

Après le tremblement de terre, le Pentagone a annoncé que le navire hôpital USNS Comfort, qui se trouvait ancré à Baltimore, a rappelé son équipage et fait cap vers Haïti, bien qu'il puisse s'écouler quelques jours jusqu'à l'arrivée du bateau. L'amiral Mike Mullen, chef d'état-major interarmes, a déclaré que les Forces armées des Etats-Unis préparaient une réponse d'urgence au désastre.

Le général Douglas Fraser, commandant en chef du SouthCom, a indiqué que des bâtiments des Gardes-côtes et de la Navy ont été dépêchés sur place, bien qu'ils aient du matériel et des hélicoptères en nombre limité. Le porte-avions polyvalent USS Carl Vinson a été envoyé de Norfolk (Virginie) avec une dotation complète d'avions et d'hélicoptères. Il est arrivé à Haïti le 14 janvier après-midi, a ajouté Fraser. Des groupes additionnels d'hélicoptères se joindront au Carl Vinson, a-t-il poursuivi.

L'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID), intervenait déjà à Haïti avant le séisme. Le président Obama a été informé du tremblement de terre à 17 h 52, le 12 janvier, et a ordonné le secours au personnel de

son ambassade et l'aide humanitaire nécessaire à la population.

Conformément au rapport russe, le département d'Etat, l'USAID et le SouthCom ont débuté l'invasion humanitaire en déployant 10 000 soldats et contractants, à la place de l'ONU, pour contrôler le territoire haïtien après le « tremblement de terre dévastateur expérimental ».

Les notes ont été ajoutées par le Réseau Voltaire.

[1] Voir « Les armes sismiques » par Jean-Pierre Petit, 1er mars 2006.

[2] Officiellement, les forces US étaient prépositionnées autour d'Haïti dans le cadre d'un exercice militaire simulant... une intervention humanitaire en Haïti. Cf. « *Defense launches online system to coordinate Haiti relief efforts* », par Bob Brewin, Govexec.com, 15 janvier 2010.

[3] Le Programme HAARP : science ou désastre ?, par Luc Mampaey, Groupe de recherches et d'information sur la paix et la sécurité (Bruxelles, 1998).

RUSSIA TODAY
Source ViveTV (Venezuela)
Réseau Voltaire
22 janvier 2010

Haiti : dépêchons des médecins, non des soldats !

Par Fidel CASTRO

Dans mes Réflexions du 14 janvier, rédigées deux jours après la catastrophe qui a détruit Haïti, pays voisin frère, j'écrivais : « Dans le domaine de la santé et d'autres, Cuba, bien que pays pauvre en butte à un blocus, coopère depuis des années avec le peuple haïtien. Environ quatre cents médecins et spécialistes de la santé lui prêtent des services gratuits. Nos médecins travaillent tous les jours dans 227 des 337 communes du pays. Par ailleurs, au moins quatre cents jeunes Haïtiens se sont formés comme médecins dans notre pays. Ils travailleront maintenant auprès des renforts que nous avons dépêchés hier pour sauver des vies dans cette situation critique. On peut donc mobiliser sans efforts spéciaux jusqu'à un millier de médecins et de spécialistes de la santé qui sont presque tous déjà sur place et prêts à coopérer avec n'importe quel Etat qui souhaiterait sauver des vies haïtiennes et soigner des blessés. »

[...] « La chef de notre brigade médicale a informé : « La situation est difficile, mais nous avons déjà commencé à sauver des vies. » Les personnels de santé cubains ont entrepris de travailler sans trêve heure après heure, de jour et de nuit, dans les rares installations restées debout, sous des tentes ou dans des parcs et des espaces publics, parce que la population redoutait de nouveaux tremblements.



Pourquoi des milliers de soldats de l'infanterie de marine, des troupes aéroportées de la 82e division et d'autres forces militaires des USA ont occupé Haïti ?

La situation était encore plus grave qu'on ne l'avait imaginée au départ. Des dizaines de milliers de blessés réclamaient de l'aide dans les rues de Port-au-Prince, tandis qu'une quantité incalculable de personnes gisaient, vivantes ou mortes, sous les ruines des maisons de pisé et de torchis qui abritaient l'immense majorité de la population. Même des bâtiments plus solides s'étaient effondrés. Il fallut aussi rechercher, au milieu des quartiers détruits, les médecins haïtiens diplômés de l'École la-

tino-américaine de médecine (ELAM), dont beaucoup avaient été touchés directement ou indirectement par la tragédie.

Des fonctionnaires des Nations Unies sont restés atrapés dans plusieurs de leurs édifices, et des dizaines ont perdu la vie, dont plusieurs chefs de la MINUSTAH, une force de l'ONU, et on ignorait le sort des centaines d'autres membres de ce personnel.

Le Palais présidentiel s'était effondré. De nombreuses installations publiques, dont plusieurs hôpitaux,

avaient été converties en ruines. La catastrophe a bouleversé le monde qui en a été témoin grâce aux images des principales chaînes de télévision internationales. Les gouvernements ont annoncé de partout l'envoi de secouristes, d'aliments, de médicaments, d'équipements et d'autres ressources.

Conformément avec la position annoncée publiquement par Cuba, des personnels médicaux d'autres nationalités, dont des Espagnols, des Mexicains, des Colombiens, ont œuvré arduement auprès de nos médecins dans les installations que nous avions

Suite à la page (19)

Dr. Kesler Dalmacy
1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226
Tel: 718-434-5345
Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York

Zaca Botanica

Candles • Lotions • Baths • Powders • Floor Wash
Spiritual advisor by appointment
Most credit cards accepted
We deliver
1740 Flatbush Avenue
(between Aves. I & J)
Brooklyn, NY 11210
(718) 951-0400
zacabotanica@aol.com

L'humanitaire au service du capital, le cas de Haïti

Par Mohamed BELAALI

Une fois encore le cas de Haïti vient de démontrer d'une manière éclatante combien l'humanitaire est au service du capital. Tous les pays impérialistes, grands et petits, se sont précipités comme des vautours, au nom de l'humanitaire, sur la tragédie de ce petit pays. Que voit-on sous nos yeux ? D'un côté l'armée américaine, avec ses boys surarmés, qui se déploie dans les rues de Port-au-Prince, qui contrôle l'aéroport de la capitale haïtienne et tous les axes stratégiques. De l'autre, des survivants, hommes, femmes et enfants hagards, affamés et assoiffés qui errent à la recherche d'un introuvable point d'eau, d'une introuvable nourriture. Les uns cherchent à occuper le pays, les autres tentent, vaillamment, à survivre au milieu des cris des blessés et des cadavres jonchés à même le sol ou enfouis sous des bâtiments effondrés. Si les troupes américaines sont arrivées dès les premières heures du séisme, la population, elle, attend toujours dans des conditions inhumaines cette fameuse « aide humanitaire ». Huit jours après le séisme, des centaines de milliers de sans-abris vivent dans des campements improvisés ou comme le dit l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) « dans



Les GI ne sont donc pas prêts à quitter le sol de ce pays qu'ils occupent au nom de l'humanitaire mais en toute illégalité

des abris de fortune, sans accès à des réseaux d'eau ». La rapidité des vols des avions et la rotation des hélicoptères militaires contraste avec la lenteur des secours. Dans les petites villes avoisinantes de la capitale haïtienne, « l'aide humanitaire » est totalement absente.

Et c'est la population elle-même, à mains nues puisqu'elle manque de tout, qui a procédé aux secours d'urgence loin des caméras et du battage médiatique hypocrite. C'est cette même population c'est à dire des rescapés, dans le dénuement total, qui luttent contre la mort, qui

sont traités par les grands médias occidentaux de pillards, de bandits, d'émeutiers etc. Ce sont peut-être ces « émeutiers » des quartiers populaires que les américains et leurs caniches européens craignent le plus. Car l'émeute peut se transformer en révolte et celle-ci en résistance à l'occupant.

Barack Obama en compagnie de Bill Clinton et même de Bush promet au peuple haïtien de rester à ses côtés « aujourd'hui, demain et à l'avenir ». Les GI ne sont donc pas prêts à quitter le sol de ce pays

Suite à la page (18)

Pourquoi les US doivent des milliards à Haïti ?

Par Bill Quigley

Briser Haïti

Depuis plus de 200 ans, les Etats-Unis oeuvrent à briser Haïti. Ci-dessous les principaux efforts faits à cette fin. Les US doivent des milliards à Haïti, mais la France aussi a exigé le paiement de réparations pour les esclaves affranchis. Ce ne sont pas les enfumages des Kouchner et Cie, ces petits soldats de l'ingérence hu-

manitaire, qui effaceront cette dette honteuse, incommensurable.

Pourquoi les US doivent des milliards à Haïti ? Colin Powell ancien Secrétaire d'Etat des US, avait traduit son idée de la politique étrangère en disant : « Si vous le brisez (pays ndlt) il vous appartient ». Cela fait plus de 200 ans que les US œuvrent à briser Haïti. Les US ont utilisé Haïti comme une plantation. Les US ont aidé à saigner économiquement le pays depuis qu'il s'est libéré, l'envahissant militairement de façon répétée, soutenant des dictateurs qui abusaient de leur peuple, utiliser le pays comme dépôt pour en tirer des avantages économiques, ruiné leurs routes et leur agriculture, et renversés des responsables politiques populaires. Comme les anciens propriétaires de plantation, Les US ont même utilisé maintes fois Haïti pour leurs divertissements sexuels.

Ci-dessous les principaux efforts des US pour briser Haïti

En 1804, quand Haïti a obtenu son indépendance de la France lors de la première révolution mondiale d'esclaves ayant réussi, les Etats Unis ont refusé de reconnaître le pays. Les US ont continué de refuser de reconnaître l'indépendance d'Haïti pendant 60 ans de plus. Pourquoi ? Parce que les US continuaient de réduire en esclavage des millions de ses propres citoyens et craignaient qu'en reconnaissant Haïti ils n'encouragent une révolution d'esclaves aux Etats Unis. Après

la révolution de 1804, Haïti a été la cible d'un embargo économique dévastateur conduit par la France et les US. Les sanctions américaines ont été maintenues jusqu'en 1863. **La France a finalement utilisé sa puissance militaire pour obliger Haïti à payer des réparations [aux anciens colons (ndlr)] du fait des esclaves qui avaient été libérés** (caractères gras de la traductrice). Les réparations s'élevaient à 150 millions de francs. (La France a vendu tout le territoire de la Louisiane aux US pour 80 millions de francs).

Haïti a été obligée d'emprunter de l'argent aux banques en France et aux US pour payer les réparations de la France. Un emprunt important aux US a été fait en 1947 pour finir de payer la dette à la France. La valeur actuelle des sommes qu'Haïti a été forcée de payer aux banques françaises et américaines ? Plus de 20 milliards avec un grand M. Les US ont occupé et dirigé Haïti par la force de 1915 à 1934. Le Président Woodrow Wilson a envoyé des troupes pour l'envahir en 1915. Les révoltes des Haïtiens ont été matées par l'armée US – en tuant notamment plus de 2000 personnes dans un seul accrochage.

Pendant les 19 ans qui ont suivi, les US ont contrôlé les douanes d'Haïti, collecté les impôts et dirigé de nombreuses institutions gouvernementales. Combien de milliards les US ont-ils siphonnés pendant ces 19 ans ? De 1957 à 1986,

Suite à la page (18)

Haïti / Honduras: Parallèle plus que Symbolique entre putsch et tremblement de Terre

Par Karen Bähr Caballero

En lisant quelque part qu'en taino Haïti signifie "la plus haute montagne", je me suis dit qu'en plus de ce beau contresens, il existe aussi un parallèle entre la terrible catastrophe

médiatiquement ces crises, que ce soit à propos du coup d'État ou du tremblement de terre. Et plus précisément, dans les représentations, de manière camouflée plus ou moins directe, qu'ils offrent des Haïtiens et des Honduriens.

Des Honduriens nous avons



qu'a subie Haïti et la crise politique qui agite le Honduras depuis le coup d'État de juin de l'an dernier.

Le parallèle est fait sur la manière dont quelques médias européens et américains ont couvert

vu comment les médias internationaux reprenaient d'une manière un peu plus sophistiquée les qualificatifs "fange antisociale" ou "population ignorante" avec lesquels les médias

Suite à la page (18)

La recolonisation post-sismique d'Haïti

Par Ayman EL KAYMAN

Ayiti, Haïti, île-martyre, île-flambeau de la liberté des Nèges (1), première république noire de l'histoire, est en train d'expérimenter une invention qui a germé dans les cabinets du pouvoir des Maîtres du monde : la recolonisation post-sismique.

L'île, qui a été occupée par l'US Army de 1915 à 1934, est à nouveau occupée par la même armée depuis quelques jours. Les troupes yankees ont pris le contrôle de l'aéroport de Port-au-Prince et d'autres points stratégiques.

Et évidemment, l'Union européenne ne veut pas être en reste dans cette opération de recolonisation. Les Bruxelloocrates se tâtent donc pour savoir s'ils vont envoyer une force de police ou bien une force de gendarmerie.

Nicolas le petit ferait bien de méditer sur l'échec cuisant subi par son Grand Modèle, Napoleone Buonaparte, dont le corps expéditionnaire fut mis en déroute par les combattants de la liberté il y a 210 ans. Victoire la plus chère de l'histoire de l'émancipation des peuples esclavagisés/colonisés puisqu'elle coûta 90 millions de francs-or à la République d'Haïti, payés en guise de dommages et intérêts à l'ancienne puissance coloniale qu'était la France en échange de sa reconnaissance de l'indépendance d'Haïti. Et c'est cette

dette infâme qui fut à l'origine de la tragédie séculaire vécue par l'île. C'est là l'origine de la « malédiction » qui frappe Haïti.

Yankees ak Ewopeyen : sòti Ayiti !

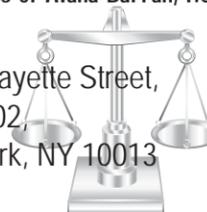
Les Marines US tuèrent plusieurs milliers de « bandits » dans les années qui suivirent l'occupation. Charlemagne Péralte, ancien officier qui avait pris la tête de la résistance armée contre l'occupation yankee, fut capturé et assassiné en 1919 par un escadron de 22 Marines grimés en Nègres, et son corps exposé dans sa ville natale de Hinche. Les photos de son corps furent distribuées dans toute l'île pour semer la terreur. Le chef de l'escadron de la mort, le sergent Herman Hanneken, fut décoré de la Médaille d'Honneur. Ce haut fait d'armes de l'US Army a longtemps été enseigné comme un exemple éclatant de guerre contre-insurrectionnelle dans les écoles militaires US. Je ne suis pas sûr qu'il ne soit plus enseigné.

(1) En kréyol, Nèg veut dire tout simplement être humain

Ndlr. Ayman El Kayman : délégué local de l'UMTA (Union mondiale des talib amateurs [de Abû Tâlib, un oncle paternel de Mahomet]). Un auteur associé à Tlaxcala, le réseau international de traducteurs pour la diversité linguistique.

Tlaxcala 19 Janvier 2010

ALANA BARRAN
Attorney at law
 Law Offices of Alana Barran, P.C.



109 Lafayette Street,
 Suite 302,
 New York, NY 10013

- Immigration
- Accident Cases
- Divorce

Nous parlons français
 Nou pale kreyòl

Phone (212) 405-2255
 Fax: (212) 405-2254
 alanabarran@yahoo.com

Evo Morales : Deux voies possibles

Par Arleen Rodríguez Derivet *

«Il n'y a que deux voies possibles: aller de l'avant en appuyant le changement, ou revenir au passé et au néolibéralisme.»

Evo Morales Ayma, l'homme qui, il y a quatre ans, changea le cours de l'histoire en Bolivie et secoua les préjugés racistes qui avaient cours dans la diplomatie occidentale, ne dort pratiquement plus ces jours-ci à La Paz.

Le président Morales, en effet, parcourt la Bolivie de long en large, sans pause ni trêve, faisant fi des longues distances et des changements climatiques qui prévalent dans les 9 départements du pays, accélérant la cadence à mesure qu'approche le 6 décembre. Ce jour, la Bolivie, ce pays qui, après avoir été l'une des nations les plus pauvres du continent, affiche aujourd'hui les meilleurs résultats malgré la crise économique mondiale, pourrait bien entrer dans une nouvelle ère.

La réélection d'Evo est un fait acquis que ne remettent même pas en question les forces de droite. Les derniers sondages lui accordent une avance de 34% sur son plus proche rival. Les plus pessimistes affirment que le président Morales obtiendrait 52% des voix, tandis que son principal opposant s'en tirerait avec un maigre 18%.

Malgré ces résultats encourageants, Evo multiplie les apparitions aux quatre coins de ce pays à la géographie ingrate. On l'a vu récemment à Santa Cruz, cette région considérée comme un bastion de la droite, prenant la tête d'un long convoi de partisans enthousiastes, en conduisant un tracteur lourd. «J'ai pu constater que partout les gens m'appuient massivement, j'ai entendu ce qu'ils disent, et je pense que nous serons élus pour un autre mandat de cinq ans», a déclaré Evo au cours d'une entrevue exclusive accordée à l'émission Mesa redonda de la télévision cubaine.

En fait, ce que cherche Morales, en multipliant les voyages au cœur du pays, c'est que le sénat, qui a été dominé par la droite au cours des quatre dernières années, ne puisse plus s'opposer aux changements, et que le président n'ait plus à gouverner à coups de décrets pour contrer l'opposition criminelle des adversaires du changement.

Evo profite de ses voyages pour rencontrer la population et lui expliquer pourquoi il faut voter à la fois pour lui et pour les candidats du MAS à l'Assemblée plurinationale. Ce leader charismatique âgé de 50 ans vise maintenant à contrôler les deux tiers du sénat. «Au cours de ces quatre dernières années, les plus grandes difficultés sont venues du sénat. C'est que le peuple ne détenait pas la majorité», explique Evo. Pendant les années 1980, poursuit-il, la gauche avait



Evo Morales Ayma, l'homme qui, il y a quatre ans, changea le cours de l'histoire en Bolivie

rempporté une première fois les élections, mais la droite l'avait empêchée de gouverner. Tout découle de cela. Hernán Siles Suazo avait dû écouter son mandat.

La traversée de cette Bolivie profonde permet aussi à Evo de se rapprocher des gens, d'écouter les revendications de ceux qui construisent le pays. «Nous devons coûte que coûte rencontrer les paysans qui nous ont donné leur vote, écouter ce qu'ils ont à dire.»

Nous avons été agréablement surpris par cette ambiance de paix et de prospérité. La Paz et les autres régions du pays respirent la joie de vivre, alors qu'il y a un an à peine, l'USAID et l'ambassadeur yankee avaient fomenté des affrontements parmi la population, ce qui avait fait mis en danger le processus électoral. Nous avons demandé à Evo si le fait que l'ambassadeur ait été expulsé du pays et que l'USAID ait été neutralisée ont contribué à assainir le climat. Il nous a répondu de brillante façon:

«Ce qui importe, au-delà de l'expulsion de l'ambassadeur et de la neutralisation de l'USAID, c'est que le peuple bolivien puisse élever son niveau de conscience. Je suis impressionné par les progrès enregistrés en ce sens dans de nombreux secteurs de la population. Plusieurs se sont dit, au début: L'Indien n'y arrivera pas. Puis ils se sont ravisés: Il faut faire quelque chose pour l'arrêter. Ils ont voulu me forcer à démissionner, en fait, ils ont tout essayé. Voilà où réside la grande force du CONALCAM, le Comité national de coordination pour le changement, qui regroupe des intellectuels, des étudiants, etc. Certains d'entre eux disaient: Je n'aime pas la tête du président mais j'aime son programme politique. Cet Indien va nous redonner notre dignité.»

«Lorsque je constate que des autos luxueuses se joignent à notre

caravane électorale, je m'interroge sur ce qui est en train de se passer. Mais lorsque je passe en revue les différents programmes électoraux du 6 décembre, je me dis que le nôtre est certes le plus réaliste. Je constate qu'il n'y a que deux voies possibles: aller de l'avant en appuyant le changement, ou revenir au passé et au néolibéralisme. C'est la raison pour laquelle de plus en plus de gens se joignent à nous. Les gens ne sont pas fous. Notre programme, c'est celui du peuple bolivien, seuls les délinquants peuvent s'y opposer, ceux qui se sont enrichis en volant le peuple, ceux qui l'ont trompé.»

«On ne peut du jour au lendemain décoloniser les mentalités de tout le peuple bolivien. Beaucoup de gens s'opposent, ce qui est normal. Ce qui ne l'est pas, c'est la violence, les groupes terroristes qui tentent de détruire la patrie et de tuer.»

Au cours de l'entrevue, le président bolivien a également abordé la crise économique et les défis qu'imposent les changements climatiques à un pays comme la Bolivie. Il a souligné que l'installation des nouvelles bases militaires en Colombie, «si elle ne représente pas une agression contre la Colombie, ne constitue pas moins une invasion de l'Amérique du Sud». Il a prêté que cette politique impérialiste était vouée à l'échec à court terme. •

Cuba si Lorraine 28 novembre 2009

Ndlr. *Arleen Rodríguez Derivet. Journaliste cubaine, animatrice du programme de télévision «Table Ronde» qui transmet une émission spéciale pour Telesur. Dans une note de condoléances au peuple haïtien, elle dit que sa mère a été «bercée et protégée par des Haïtiens, pauvres parmi les pauvres». Co-auteur du livre «El Camaján» (Le Profiteur Fayard/Galilée).

Les 8 décisions du sommet de l'ALBA pour Haiti...ça au moins c'est du concret !



Les représentants de l'ALBA ont souligné l'importance de ce que les efforts pour reconstruire Haiti devront veiller à ce que le peuple et le gouvernement de ce pays en soient les principaux protagonistes

La réunion des chanceliers des pays membres de l'ALBA a abouti à huit décisions de coopération concrète avec le peuple haïtien, avec pour axe central la santé. L'efficacité de cette coopération reposera sur une action à court, moyen et long terme, supervisée par une commission nommée à cette fin.

Le plan a pour premier point le secteur de la santé, divisé en trois phases fondamentales.

a) **l'urgence**, pour soigner les traumatismes et les pathologies directement produites par le tremblement de terre ;

b) **l'épidémiologie**, pour traiter les conséquences dérivées de l'insalubrité, avec des services de base ;

c) **la réhabilitation**. 20 millions de dollars ont été engagés pour commencer ce travail.

Second point : un appui financier à travers le Fond Humanitaire de l'ALBA pour Haiti, doté par les États membres dans le but de rassembler des Fonds des organisations politiques apportés de manière volontaire. Cela se développera via les collectes d'entreprises comme Pétroles du Venezuela (PdVsa) et de l'entreprise CITGO. Pour cela le président Chávez a suggéré une première dotation de 100 millions de dollars.

Troisième point : la continuation de l'appui énergétique à travers Petrocaribe. Le président vénézuélien a souligné l'annulation de la dette de Haiti envers Petrocaribe. Il a également annoncé la création d'un plan spécial pour l'approvisionnement direct en combustible à travers les

stations-service dans les endroits stratégiques.

Elles seront orientées sous la forme d'aides gratuites pour les véhicules utilisés par les véhicules des centres assistanciers humanitaires, hôpitaux et personnel de soutien, ainsi que l'aide directe à la population pour la génération d'électricité.

Quatrième point : des initiatives agricoles seront développées pour la fourniture d'aliments et des plans de production seront réactivés tels qu'ils s'effectuaient auparavant dans le cadre de l'initiative ALBA-Aliments. Débutera une campagne de reforestation, pour laquelle seront construits de petites réserves d'eau, des citernes de captation, des puits artésiens avec des camions-perforeurs, des dons de semence et d'outils agricoles tels que des machettes seront effectués, ainsi que des microtracteurs, des pelles pour la construction, dans le but de construire une école de formation en agroécologie, initiative de la Brigade de la Vía Campesina du Brésil, présente en Haiti.

L'éducation constitue le cinquième point : il s'agit de former les jeunes haïtiens à des carrières techniques de cycle court. Un plan prioritaire sera développé pour la réhabilitation et les fournitures scolaires, la formation de maîtres et la réception prioritaire d'enfants dont les parents migraient vers des pays de l'ALBA dans des écoles de systèmes publics nationaux.

Sixième point : le chef de l'État vénézuélien a souligné l'importance d'intensifier les plans de l'ALBA en décrétant l'amnistie

Suite à la page (18)

Message des Cinq au peuple haïtien

Les cinq héros cubains prisonniers laux USA pour avoir tenté de prévenir des actions terroristes contre leur pays ont envoyé un message d'espoir et de solidarité au peuple d'Haïti, récemment dévasté par un puissant séisme.

Dans ce message publié sur le site Cubadebate, les Cinq signalent qu'en ce moment particulièrement tragique et douloureux que traversent

les Haïtiens, les patriotes cubains incarcérés tiennent à faire part de leurs condoléances aux familles des victimes de cette catastrophe. «Nous sommes persuadés que le peuple haïtien saura se montrer ferme et qu'avec le concours de l'aide internationale, il pourra reconstruire son pays. Dans cette tâche, vous pourrez toujours compter sur l'aide solidaire du peuple cubain», précise le docu-

ment.

Ramon Labañino, René González, Gerardo Hernandez, Fernando González et Antonio Guerrero terminent en adressant leurs salutations chaleureuses et fraternelles au peuple martyr d'Haïti.

Cuba si lorraine Jeudi 21 janvier 2010

Un match pour aider Haiti

À fin d'aider Haiti suite à la catastrophe naturelle que le pays a connu, sera organisé le 1er février, grâce à l'action de Pallacanestro Biella et de Fondazione Milan, un match entre les anciennes gloires du Milan, de la Juventus et du Torino.

L'argent récolté sera reversé à

la Fondation Rava, qui opère depuis de nombreuses années à Haiti. Il servira à la reconstruction d'une des seize écoles détruites dans les quartiers les plus pauvres de Port au Prince, la capitale du pays.

Rédigé par thomas le 21 janvier 2010

VIN KORE AYITI SOU BROOKLYN BRIDGE!

**Kowalasyon pou Kore Ayiti
ap tann nou tout**

**Nan Cadman Plaza,
Downtown Brooklyn**

**Vendredi
29 Janvyè 2010
4:00 PM**



Plis pase 200,000 frè ak sè nou pèdi lavi yo nan tranblemanntè ki sot pase nan plizyè vil peyi Dayiti jou 12 janvyè 2010 la. Konpatriyòt, Vin Rasanble ak tout etranje pwogresis yo, pou n onore memwa viktim yo. Vin montre solidarite nou ak tout sa ki blese yo, tout sa ki pèdi fanmi yo ak byen yo. Doulè a lou anpil ! An nou pote l ansanm !

N ap kòmanse defile sou Brooklyn Bridge a 4:53 p.m.

Menm lè tranblemanntè a te rive a, ak balèn nou, bouji nou limen

N ap mache pou n al kanpe devan Federal Building lan, ki sou

Broadway, Downtown Manhattan.

An nou rele pou sa k mouri yo!

An nou salye Kouraj ak Tèt Ansanm Pèp la!!

Se sou baz sa a Ayisyen ap kreye yon lòt Ayiti. Pou Ayisyen!!!

**AN N SOVE AYITI!
AYITI PAP MOURI!
AYITI POU TOUT TAN!!!**

COALITION TO STAND WITH HAITI/KOWALISYON POU KORE AYITI: Dwa Fanm, Haitian Committee to Support the Struggle in Haiti (KAKOLA), Haiti Liberté, Institute for Justice & Democracy in Haiti (IJDH), International Support Haiti Network (ISHN), Lavalas Family Party (New York Chapter), Radio Pa Nou, ANSWER New York, Bail Out People Movement, BAYAN-USA, Bolivarian Circles of New York, Circulos Caamanistas, December 12th Movement, FIST, Harlem Tenants Council, International Action Center, La Pena del Bronx, May 1 Workers & Immigrant Rights Coalition, Pakistan USA Freedom Forum, Party for Socialism & Liberation, Peoples Organization for Progress, San Romero de las Americas Church (NY), Union of African Workers/Senegal, Workers World Party (list in formation)

Securing Disaster in Haiti

Suite de la page (9)

from Venezuela, Iceland and China, who managed to land while Haitian staff still retained control of their airport. Some subsequent arrivals, including a team from the UK, were prevented from landing with their heavy lifting equipment. Others, like Canada's several Heavy Urban Search Rescue Teams, were immediately readied but never sent – the teams were told to stand down – the Canadian Foreign Affairs Minister Lawrence Cannon eventually explained, because “the government had opted to send Canadian Armed Forces instead.” [19]

USAID announced on 19 January that international search and rescue teams, over the course of the first full week after the disaster, had managed to save a grand total of 70 people. [20] The majority of these people were rescued in quite specific locations and circumstances. “Search-and-rescue operations,” observed the Washington Post on 18 January, “have been intensely focused on buildings with international aid workers, such as the crushed U.N. headquarters, and on large hotels with international clientele.” [21] Tim Schwartz spent much of the first post-quake week as a translator with rescue workers and was struck by the fact that most of their work was confined to places – the UN’s Hotel Christophe, the Montana Hotel, the Caribe supermarket – that were not only frequented by foreigners but that could be snugly enclosed within “secure perimeters.” Elsewhere, he observed, UN “peace-keepers” did their best to make sure that rescue workers treated onlooking crowds as a source of potential danger rather than assistance. [22]

Until the residents of devastated places like Léogane and Carrefour are somehow able to reassure foreign troops that they will feel “secure” when visiting their neighborhoods, UN and US commanders clearly prefer to let them die on their own.

Exactly the same logic has condemned yet more people to death in and around Port-au-Prince’s hospitals. In one of the most illuminating reports yet filed from the city, on 20 January *Democracy Now’s* Amy Goodman spoke with Dr. Evan Lyon of Partners in Health/Zanmi Lasante from the General Hospital, the most important medical centre in the whole country. Lyon acknowledged there was a need for “crowd control, so that the patients are not kept from having access,” but insisted that “there’s no insecurity [...] I don’t know if you guys were out late last night, but you can hear a pin drop in this city. It’s a peaceful place. There is no war. There is no crisis except the suffering that’s ongoing [...] The first thing that [your] listeners need to understand is that there is no insecurity here. There has not been, and I expect there will not be.” On the contrary, Lyon explained, “this question of security and the rumors of security and the racism behind the idea of security has been our major block to getting aid in. The US military has promised us for several days to bring in machinery, but they’ve been listening to this idea that things are insecure, and so we don’t have supplies.” As of 20 January, the hospital still hadn’t received the supplies and medicines needed to

treat many hundreds of dying patients. “In terms of aid relief the response has been incredibly slow. There are teams of surgeons that have been sent to places that were, quote, ‘more secure,’ that have ten or twenty doctors and ten patients. We have a thousand people on this campus who are triaged and ready for surgery, but we only have four working operating rooms, without anaesthesia and without pain medications.” [23]

Almost by definition, in post-quake Haiti it seems that anyone or anything that cannot be enclosed in a “secure perimeter” isn’t worth saving. In their occasional forays outside such perimeters, meanwhile, some Western journalists seemed able to find plenty of reasons for retreating behind them. Lurid stories of looting and gangs soon began to lend “security experts” like the London-based Stuart Page [24] an aura of apparent authority, when he explained to the BBC’s glib “security correspondent” Frank Gardner that “all the security gains made in Haiti in the last few years could now be reversed [...] The criminal gangs, totaling some 3,000, are going to exploit the current humanitarian crisis, to the maximum degree.” [25]

Another seasoned BBC correspondent, Matt Frei, had a similar story to tell on 18 January, when he found a few scavengers sifting through the remains of a central shopping district. “Looting is now the only industry here. Anything will do as a weapon. Everything is now run by rival armed groups of thugs.” If Haiti is to avoid anarchy, Frei concluded, “what may be needed is a full scale military occupation.” [26]

Not even former US president (and former Haiti occupier) Bill Clinton was prepared to go that far. “Actually,” Clinton told Frei, “when you think about people who have lost everything except what they’re carrying on their backs, who not only haven’t eaten but probably haven’t slept in four days, and when the sun goes down it’s totally dark and they spend all night long tripping over bodies living and dead, well, I think they’ve behaved quite well [...] They are astonishing people. How can they be so calm in the face of such enormous loss of life and loved ones, and all the physical damage?” [27]

Reporters able to tell the difference between occasional and highly localized bursts of foraging and a full-scale “descent into anarchy” made much the same point all week, as did dozens of indignant Haitian correspondents. On 17 January, for instance, Ciné Institute director David Belle tried to counter international misrepresentation. “I have been told that much US media coverage paints Haiti as a tinderbox ready to explode. I’m told that lead stories in major media are of looting, violence and chaos. There could be nothing further from the truth. I have traveled the entire city daily since my arrival. The extent of the damage is absolutely staggering [but...] NOT ONCE have we witnessed a single act of aggression or violence [...]. A crippled city of two million awaits help, medicine, food and water. Most haven’t received any. Haiti can be proud of its survivors. Their dignity and decency in the face of this tragedy

is itself staggering.” [28]

As anyone can see, however, dignity and decency are no substitute for security. No amount of weapons will ever suffice to reassure those “fortunate few” whose fortunes isolate them from the people they exploit. As far as the people themselves are concerned, “security is not the issue,” explains Haiti Liberté’s Kim Ives. “We see throughout Haiti the population themselves organizing themselves into popular committees to clean up, to pull out the bodies from the rubble, to build refugee camps, to set up their security for the refugee camps. This is a population which is self-sufficient, and it has been self-sufficient for many years.” [29] But while the people who have lost what little they had have done their best to cope and regroup, the soldiers sent to “restore order” treat them as potential combatants. “It’s just the same way they reacted after Katrina,” concludes Ives. “The victims are what’s scary. They’re black people who, you know, had the only successful slave revolution in history. What could be more threatening?”

“According to everyone I spoke with in the centre of the city,” wrote Schwarz on 21 January, “the violence and gang stuff is pure BS.” The relentless obsession with security, agrees Andy Kershaw, is clear proof of the fact that most foreign soldiers and NGO workers “haven’t a clue about the country and its people.” [30] True to form, within hours of the earthquake most of the panicked staff in the US embassy had already been evacuated, and at least one prominent foreign contractor in the garment sector (the Canadian firm Gildan Activewear) announced that it would be shifting production to alternative sewing facilities in neighboring countries. [31] The price to be paid for such priorities will not be evenly distributed. Up in the higher, wealthier and mostly undamaged parts of Pétionville everyone already knows that it’s the local residents “who through their government connections, trading companies and interconnected family businesses” will once again pocket the lion’s share of international aid and reconstruction money. [32]

In order to help keep less well-connected families where they belong, meanwhile, the US Department of Homeland Security has taken “unprecedented” emergency measures to secure the homeland this past week. Operation “Vigilant Sentry” will make efficient use of the large naval flotilla the US has assembled around Port-au-Prince. “As well as providing emergency supplies and medical aid,” notes The Daily Telegraph, “the USS Carl Vinson, along with a ring of other navy and coast guard vessels, is acting as a deterrent to Haitians who might be driven to make the 681 mile sea crossing to Miami.” While Senegal’s president Abdoulaye Wade offered “voluntary repatriation to any Haitian that wants to return to [the land of] their origin,” American officials confirmed that they would continue to apply their long-standing (and thoroughly illegal) policy with respect to all Haitian refugees and asylum seekers – to intercept them on the high seas and repatriate them automatically, regardless of the circumstances. [33]

Ever since the quake struck, the US Air Force has taken the additional precaution of flying a radio-transmitting cargo plane for five hours a day over large parts of the country, so as to broadcast a recorded message from Haiti’s ambassador in Washington. “Don’t rush on boats to leave the country,” the message says. “If you think you will reach the U.S. and all the doors will be wide open to you, that’s not at all the case. They will intercept you right on the water and send you back home where you came from.” Not even life-threatening injuries are enough to entitle Haitians to a different sort of American reception. When the dean of medicine at the University of Miami arrived to help set up a field hospital by the airport in Port-au-Prince, he was outraged to find that most seriously injured people in the city were being denied the visas they would need to be transferred to Florida for surgery and treatment. As of 19 January the State Department had authorized a total of 23 exceptions to its golden rule of immigration. “It’s beyond insane,”

O’Neill complained. “It’s bureaucracy at its worst.” [34]

V

This is the fourth time the US has invaded Haiti since 1915. Although each invasion has taken a different form and responded to a different pretext, all four have been expressly designed to restore “stability” and “security” to the island. Earthquake-prone Haiti must now be the most thoroughly stabilized country in the world. Thousands more foreign security personnel are already on their way, to guard the teams of foreign reconstruction and privatization consultants who in the coming months are likely to usurp what remains of Haitian sovereignty.

Perhaps some of these guards and consultants will help their elite clients achieve another long-cherished dream: the restoration of Haiti’s own little army. And perhaps then, for a short while at least, the inexhaustible source of “instability” in Haiti – the ever-nagging threat of popular political participation and empowerment – may be securely buried in the rubble of its history.

NOTES

- [1] An abbreviated version of this article first appeared in The National, 21 January 2010, <http://www.thenational.ae/apps/pbcs.dll/article?AID=/20100121/REVIEW/701219960>.
- [2] See Pål Sletten and Willy Egset, *Poverty in Haiti* (FAFO, 2004), 9.
- [3] IMF, Haiti: Interim Poverty Reduction Strategy Paper (November 2006), 7.
- [4] Robert Fattor, *Haiti’s Predatory Republic* (Boulder: Lynne Rienner Publishers, 2002), 86-87, 83.
- [5] Brian Concannon, ‘Lave Men, Siye Atè: Taking Human Rights Seriously’, in Melinda Miles and Eugenia Charles, eds. *Let Haiti LIVE: Unjust US Policies Towards its Oldest Neighbor* (Coconut Creek FL: Educa Vision, 2004), 92.
- [6] See for instance Jeb Sprague, ‘Haiti’s Classquake’, *HaitiAnalysis* 19 January 2010, <http://www.haitianalysis.com/2010/1/19/haiti-s-classquake>.
- [7] BBC Radio 4 News, 16 January 2010, 22:00GMT.
- [8] Ginger Thompson and Damien Cave, ‘Officials Strain to Distribute Aid to Haiti as Violence Rises’, *New York Times* 17 January 2010.
- [9] ‘Médecins Sans Frontières says its plane turned away from US-run airport’, *Daily Telegraph* 19 January 2010, <http://www.telegraph.co.uk/news/world-news/centralamericaandthecaribbean/haiti/7031203/Haiti-earthquake-Medecins-Sans-Frontieres-says-its-plane-turned-away-from-US-run-airport.html>.
- [10] ‘Doctors Without Borders Cargo Plane With Full Hospital and Staff Blocked From Landing in Port-au-Prince’, 18 January 2010, <http://doctorswithoutborders.org/press/release.cfm?id=4165&cat=press-release>.
- [11] ‘America sends paratroopers to Haiti to help secure aid lines’, *The Times* 20 January 2010, http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/us_and_americas/article6994523.ece.
- [12] Email from Tim Schwartz, January 20, 2010.
- [13] “No aid [in Carrefour]. In the morning at UN base they said they would distribute there, but it didn’t happen.” (Reed Lindsay, Honor and Respect Foundation Newsletter, 20 January 2010, <http://www.hrfhaiti.org/earthquake/>). Cf. Luis Felipe Lopez, ‘Town at epicenter of quake stays in isolation’, *The Miami Herald* 17 January, 2010.
- [14] BBC Radio 4, News at Ten, 18 January 2010.
- [15] Ed Pilkington, ‘We’re not here to fight, US troops insist’, *The Guardian* 18 January 2010.
- [16] ‘Disputes Emerge over Haiti aid control’, *Al Jazeera* 17 January 2010.
- [17] Ginger Thompson and Damien Cave, ‘Officials strain to distribute aid to Haiti as violence rises’, *New York Times* 17 January 2010.
- [18] ‘Haiti aid agencies warn: chaotic and confusing relief effort is costing lives’, *The Guardian* 18 January 2010, <http://www.guardian.co.uk/world/2010/jan/18/haiti-aid-distribution-confusion-warning>.
- [19] Don Peat, ‘HUSAR not up to task, feds say: Search and rescue team told to stand down’, *Toronto Sun* 17th January 2010, <http://www.torontosun.com/news/haiti/2010/01/17/12504981.html>.
- [20] USAID, <http://www.usaid.gov/hel-phaiti/index.html>, accessed on 20 January 2010.
- [21] William Booth, ‘Haiti’s elite spared from much of the devastation’, *Washington Post*, 18 January 2010.
- [22] Tim Schwarz, phonecall with the author, 18 January 2010; cf. Tim Schwartz, “Is this anarchy? Outsiders believe this is-

land nation is a land of bandits. Blame the NGOs for the “looting,” NOW Toronto, 21 January 2010, <http://www.nowtoronto.com/news/story.cfm?content=173333>.

[23] ‘With Foreign Aid Still at a Trickle, Devastated Port-au-Prince General Hospital Struggles to Meet Overwhelming Need’, *Democracy Now!* 20 January 2010, http://www.democracynow.org/2010/1/20/devastated_port_au_prince_hospital_struggles.

[24] Stuart Page is chairman of Page Group, <http://www.pagegrouppltd.com/aboutus.html>.

[25] Gardner then explained that, with the police weakened by the quake, “thousands of escaped criminals have returned to areas they once terrorised, like the slum district of Cité Soleil [...] Unless the armed criminals are re-arrested, Haiti’s security problems risk being every bit as bad as they were in 2004” (BBC Radio 4, Six O’clock News, 18 January 2010). In fact, when some of these ex-prisoners tried to re-establish themselves in Cité Soleil in the week after the quake, local residents promptly chased them out of the district on their own (see Ed Pilkington and Tom Phillips, ‘Haiti escaped prisoners chased out of notorious slum’, *The Guardian* 20 January 2010; Tom Leonard, ‘Scenes of devastation outside Port-au-Prince “even worse”’, *Daily Telegraph* 21 January 2010).

[26] BBC television, Ten O’clock News, 18 January 2010.

[27] BBC Radio 4, News at Ten, 18 January 2010. It sounds as if Clinton, in his role as UN special envoy to Haiti, may be learning a few things from his deputy – Zanmi Lasante’s Dr. Paul Farmer.

[28] David Belle, 17 January 2010.

[29] Journalist Kim Ives on How Western Domination Has Undermined Haiti’s Ability to Recover from Natural Devastation’, *Democracy Now!* 21 January 2010, http://www.democracynow.org/2010/1/20/journalist_kim_ives_on_how_decades.

Ives illustrates the way such community organisations work with an example from the Delmas 33 neighbourhood where he’s staying. “A truckload of food came in in the middle of the night unannounced. It could have been a melee. The local popular organization was contacted. They immediately mobilized their members [...]. They lined up about 600 people who were staying on the soccer field behind the [Matthew 25] house, which is also a hospital, and they distributed the food in an orderly, equitable fashion. They were totally sufficient. They didn’t need Marines. They didn’t need the UN. [...] These are things that people can do for themselves and are doing for themselves.” Kershaw makes the same point: “This self-imposed blockade by bureaucracy is a scandal but could be easily overcome. The NGOs and the military should recognise the hysteria over “security” for what it is and make use of Haiti’s best resource and its most efficient distribution network: the Haitians themselves. Stop treating them as children. Or worse. Hand over to them immediately what they need at the airport. They will find the means to collect it. Fill up their trucks and cars with free fuel. Any further restriction on, and control of, the supply of aid is not only patronizing but it is in that control and restriction where any “security issues” will really lurk. And it is the Haitians who best know where the aid is needed.” (Andy Kershaw, ‘Stop treating these people like savages’, *The Independent* 21 January 2010).

[30] Andy Kershaw, ‘Stop treating these people like savages’, *The Independent* 21 January 2010.

[31] Ross Marowitz, ‘Gildan shifting T-shirt production outside Haiti to ensure adequate supply’, *The Canadian Press*, 13 January 2010, http://www.canadianbusiness.com/markets/headline_news/article.jsp?content=b131693719.

[32] William Booth, ‘Haiti’s elite spared from much of the devastation’, *Washington Post* 18 January 2010.

[33] Bruno Waterfield, ‘US ships blockade coast to thwart exodus to America’, *Daily Telegraph* 19 January 2010; ‘Senegal offers land to Haitians’, *BBC News* 17 January 2010, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/8463921.stm>.

Announce de Décès

Nous annonçons avec infiniment de peine la triste nouvelle de la mort de Mme Veuve Marie Joséée Désir, survenue à Kingsbrook Hospital, le vendredi 22 janvier 2010, à 2h 15 PM, à l’âge de 63 ans, après une maladie courageusement supportée, et qui avait débuté bien avant la mort de son époux Philippe Wilson Désir en 1995.

Marie Jo laisse derrière elle un fils Patrick (Patoutou), sa fille Carine, ses belles filles et beau-fils Joelle, Nadège et Jean Philippe Désir, un frère, des cousins et cousines, son beau-père, ses beaux frères, ses belles soeurs, des compagnons de travail ainsi que de nombreux parents et alliés..

L’exposition du corps de Marie Joséée Désir aura lieu le jeudi 28 janvier au salon funéraire Andrew Terrogrossa, coin Flatbush Ave et Fillmore St de 4h à 9h PM. Les funérailles seront chantées en l’Eglise St Vincent Ferrer, Glenwood Ave, corner East 37 le vendredi 29 janvier à 10h du matin.

Que son âme repose en paix.



**Solidarité prière
pour Haïti
Jeudi 4 Février 2010
Brooklyn College 6 PM
Door open 5 PM
Info:
347-528-0725**

Haiti / Honduras:

Suite de la page (14)

putschistes locaux nous bombarderaient quotidiennement. Aux États-Unis et en Europe, en plus de se moquer du Honduras pour avoir été un des principaux protagonistes d'une guerre du football, beaucoup de médias importants continuent de réduire le mouvement de résistance à un groupe "d'adeptes de Zelaya". De cette façon, on indique que ce groupe exige la restitution de celui qui apparaît comme un apprenti populiste autoritaire viré du pouvoir, d'une manière illégale, c'est certain, mais finalement justifiée. Dans leurs dépêches, les médias ont minimisé jusqu'à la caricature la vraie demande d'un mouvement qui, articulé autour du rejet de coup d'État et une patiente défense de la démocratie hondurienne, exige la refondation de son pays sur des bases, et non des façades, vraiment démocratiques et socialement justes et inclusives.

Des Haïtiens nous avons vu comment l'industrie médiatique satisfait l'envie morbide de ses consommateurs de souffrance, en les représentant comme des victimes pathétiques, et depuis quelques jours, comme des bandits, des pillards de magasins et des violeurs du sacro-saint droit à la propriété privée. Mais le pire, c'est que sournoisement, nous avons vu comment ils apparaissent comme responsables de ce qui leur arrive. Déjà parce que, on nous rappelle inlassablement, depuis qu'Haïti a commencé à exister comme pays son histoire a été celle de la corruption, de l'incontrôlabilité et de la violence. Ou parce que, à l'heure que la solidarité de la communauté internationale, les Haïtiens se battent entre eux pour s'approprier l'aide (Par exemple le commentaire d'une photo publiée dans le New York Times où l'on voit un homme menaçant d'un couteau un groupe de femmes qui essaie de défendre les aliments qu'elles ont reçus...).

En plus du camouflage de ces idées, les silences sont également cachés. En effet, les projecteurs qui dictent l'actualité médiatique se sont déjà éloignés du Honduras, bien que les assassinats des figures de la résis-

tance et de paysans ; les menaces de mort envers les femmes des quartiers urbains, les tortures auxquelles ont été soumis plusieurs journalistes indépendants et les attentats répétés contre médias indépendants, nous rappellent qu'au Honduras la crise ne peut pas être déclinée au passé, ni même à l'imparfait.

En Haïti, les plaintes que des organisations humanitaires et des activistes font à l'égard de "mis-placed priorities" [priorités mal placées] des officiels américains et des militaires brésiliens de la MINUSTAH, qui se consacrent avant tout à assister et sortir du pays leurs collègues et concitoyens, apparaissent en second plan dans les articles qui en premier plan titrent et illustrent amplement les pillages et la violence, non de quelques individus, mais des Haïtiens en général. Dans une ville en ruines, où la police se consacre à protéger des supermarchés pour que les survivants affaiblis ne récupèrent dans les débris des produits qui finiront par pourrir de toute façon ; le désespoir se transformant en violence est plus une nouvelle que la violation de la déontologie fondamentale des missions internationales qui devraient être en Haïti pour aider les Haïtiens. C'est peut-être pourquoi, bien que l'aide afflue avec rapidité et dans des dimensions sans précédents, le sentiment des Haïtiens est qu'ils sont, encore une fois, abandonnés.

Aussi comme le Honduras les médias internationaux les plus importants taisent l'importance du surgissement d'un mouvement démocratique, hétérogène et immensément engagé avec la démocratie ; d'Haïti, les médias taisent la dignité de la première république noire du continent américain, de ce peuple de peintres et de musiciens, de la patrie d'une diaspora éduquée et cosmopolite comme il y en a peu.

La représentation du Honduras et d'Haïti qui est ainsi construite est celle de deux peuples arriérés, traditionnels, incapables de vivre en paix puisque finalement : "qu'est-ce que les Honduriens et les Haïtiens savent de la démocratie ?". La question non formulée est : pourquoi veulent-ils l'indépendance ou l'autonomie s'ils

ne savent pas quoi faire avec ? Et la conclusion inavouable est qu'Haïti aurait mieux affronté les catastrophes naturelles si le pays n'avait pas joué le rôle principal dans la seule rébellion d'esclaves réussie sur le continent américain, quand au 19e siècle les Haïtiens ont eu l'audace de faire sortir les troupes de Napoléon la queue entre les jambes. Le Honduras serait pour sa part meilleur s'il se contentait de la démocratie des usines [maquiladoras] et des fast-food et s'il n'essayait pas de sortir de la zone d'influence des États-Unis.

C'est comme si, avec leurs demandes historiques de démocratisation et d'autonomie, les Honduriens et les Haïtiens avaient envahi le territoire symbolique dans lequel les élites, locales et globales, exercent leur pouvoir. Peu importe qu'il s'agisse de l'entrepreneur américain, du banquier hondurien ou du consul haïtien au Brésil, tous se sont sentis délégitimés de leur exercice du pouvoir et de leur capacité pour imposer un projet qui prétend définir les pratiques et les modes de vie possibles, quel que soit son impact sur la majorité. Il s'ensuit que, une fois handicapés, nos peuples miséreux peuvent nourrir de nouveau la pitié et la condescendance de ceux qui, au nord et aussi dans nos pays respectifs, se sentent supérieurs à la "fange", qu'elle soit hondurienne ou haïtienne. Et pouvoir de nouveau mériter la charité de ceux qui (supposément) savent ce que c'est que la démocratie et la modernité, surtout s'ils ont un marché.

Au moment où les Haïtiens et les Haïtiennes affrontent l'un des plus difficiles moments de leur histoire récente, nous sommes inconditionnellement solidaires d'eux. Bien que nous ne soyons pas géographiquement voisins, honduriens et haïtiens nous avons une expérience commune, intime, de l'impuissance devant l'injustice. Mais nous partageons aussi la conviction que, quoi que cela nous coûte, nous continuerons de lutter pour conserver notre dignité.

Voselsoberano 18 janvier 2010
Traduction Primitivi 22 janvier 2010

L'humanitaire au service

Suite de la page (14)

qu'ils occupent au nom de l'humanitaire mais en toute illégalité.

ONG, entreprises multinationales, artistes, sportifs de haut niveau, hommes et femmes politiques sont ainsi enrôlés dans cette sinistre opération coordonnée par un commandement militaire. « La coopération s'opère à tous les niveaux sous la conduite du Pentagone, seul capable d'assurer le rôle de leader (...) le contrôle est laissé au militaire, subordonnant l'acteur civil et humanitaire » disait Stéphane Sisco membre du Conseil d'administration de Médecins du Monde (1). Aujourd'hui à Haïti rien n'échappe à l'oeil vigilant du Pentagone. C'est lui qui contrôle, coordonne, dirige et refoule ; il est le maître de la situation. 10 000 soldats, des navires de guerre dont un porte-avion nucléaire, des hélicoptères en tout genre une base militaire permanente au nord de Port-au-Prince etc. sont à la disposition du général Ken Keen qui n'est que l'exécutant des ordres du Pentagone. L'aide humanitaire est évidemment la mission officielle de cette armada : « Notre mission est de fournir une assistance humanitaire », déclarait à l'AFP le colonel Pat Haynes. C'est d'ailleurs le président de l'USAID, agence gouvernementale américaine d'aide au développement, qui a accompagné samedi 16 janvier

2010 Hillary Clinton dans son voyage à Haïti pour accomplir cette noble mission humanitaire. « Nous travaillons de concert avec la constellation d'organisation non gouvernementales qui s'efforcent depuis des années d'améliorer la vie du peuple haïtien. (...) L'argent afflue à la Croix-Rouge et dans d'autres organisations humanitaires » soulignait de son côté Barack Obama président des États-Unis dans un texte publié par Newsweek et Le Monde du 20 janvier 2010.

Les multinationales dont la brutalité exercée sur leurs propres salariés est quotidienne (exploitation, conditions de travail insupportables etc...) se métamorphosent en entreprises philanthropiques et envoient, dans un élan de générosité, des millions d'euros ou de dollars aux pauvres haïtiens. Ainsi des banques comme la Société Générale ou le Crédit Agricole, après avoir distribué à leurs dirigeants et « collaborateurs » de substantiels bonus et autres stock options, se sont engagées à envoyer 1 million d'euros aux sinistrés du tremblement de terre. France Telecom, dont la direction des relations humaines a poussé au suicide nombre de ses salariés, a lancé par le biais de sa filiale Orange et en collaboration avec les autres opérateurs Mobile une campagne de récolte de dons par SMS. EADS, célèbre

groupe aéronautique pour ses scandales financiers, prête à l'association Action contre la faim un gros porteur A 340 pour porter secours aux haïtiens. Pour ces entreprises et pour bien d'autres qui participent à cette grande messe humanitaire, le drame haïtien est utilisé, avec beaucoup de cynisme, comme opération de relations publiques. L'humanitaire constitue, pour elles, une aubaine qui leur permet, pour peu de frais, d'améliorer leur image de marque bien ternie par des scandales multiples et par leur attitude inhumaine vis à vis de leurs propres salariés.

Quant aux grands médias, notamment la télévision, la tragédie haïtienne est un show rentable qui permet d'augmenter l'audimat et d'enranger des recettes publicitaires en exploitant, eux-aussi, la compassion et la générosité des téléspectateurs. Elle leur permet, par ailleurs, de ne pas parler ou de ne pas montrer les luttes sociales qui éclatent ici ou là.

L'humanitaire sert de paravent aux visées hégémoniques impérialistes. Il exploite cyniquement les sentiments altruistes et de solidarité des citoyens pour servir, en dernière analyse, les intérêts d'une classe sociale minoritaire, mais qui possède tous les pouvoirs.

Le Grand Soir 22 janvier 2010

Pourquoi les US

Suite de la page (14)

Haïti a été obligée de vivre sous des dictateurs soutenus par les US «Papa Doc» et «Baby Doc» Duvalier. Les US ont soutenu ces dictateurs économiquement et militairement car ils faisaient ce que les US voulaient et étaient politiquement « anti communistes » - se traduisant par des violations des droits de l'homme de leur propre peuple. Duvalier a volé des millions à Haïti et a accumulé des centaines de millions de dette qu'Haïti doit toujours.

10 000 Haïtiens sont morts. On estime qu'Haïti doit plus de 1.3 milliards de \$ pour sa dette extérieure et que 40% de cette dette a été contractée par les Duvalier soutenus par les US.

Il y a trente ans Haïti n'importait pas de riz. Aujourd'hui Haïti importe presque tout son riz. De même alors qu'Haïti était aux Caraïbes la capitale de la culture de la canne à sucre, elle importe aussi maintenant du sucre. Pourquoi ? Les US et les institutions économiques mondiales dominées par les US - le Fond Monétaire International, et la Banque Mondiale - ont obligé Haïti à ouvrir ses marchés au monde extérieur. Puis les US ont déversé des millions de tonnes de riz et de sucre subventionnés en Haïti sapant la production des fermiers locaux et ruinant l'agriculture d'Haïti. En ruinant l'agriculture d'Haïti, les US ont obligé Haïti à devenir le troisième marché US à l'exportation le plus important du monde pour le riz. Une bonne chose pour les fermiers américains une mauvaise pour Haïti.

En 2002, les US ont stoppé des millions de \$ de prêts à Haïti, qui devaient être utilisés pour, entre autres choses, des projets comme l'éducation, les routes. Ce sont les mêmes routes sur lesquelles actuellement les équipes d'aide ont tant de mal à rouler. En 2004, De nouveau les US ont détruit la démocratie en Haïti, en soutenant le coup d'état contre le président élu, Aristide.

Haïti est même utilisé pour les divertissements sexuels comme

les plantations d'autrefois. Scrutez les informations et vous trouverez de nombreuses histoires d'abus de mineurs par des missionnaires, des soldats et des travailleurs humanitaires. En plus il y a le tourisme sexuel fréquent de gens des US et d'ailleurs. Que doit-on pour cela ? A combien chiffriez vous cela s'il s'agissait de vos sœurs et frères ?

Cela fait des années que des multinationales basées aux USA font équipe avec l'élite d'Haïti pour diriger des usines à sueur où des dizaines de milliers d'Haïtiens gagnent moins de 2\$ par jour.

Le peuple de Haïti a résisté au pouvoir économique et militaire des US et d'autres et ce depuis son indépendance. Comme nous tous, les Haïtiens ont aussi commis leurs propres erreurs. Mais le pouvoir US a obligé les Haïtiens à payer un énorme prix - des morts, des dettes et des abus. Il est temps pour le peuple américain de se joindre aux Haïtiens et de renverser le cours des relations US-Haïti. Cette histoire brève montre que les US doivent des milliards à Haïti (cela vaut aussi pour la France ndlt) - avec un grand M. Il ne s'agit pas de charité mais de justice. Il s'agit de réparations. La crise actuelle constitue une opportunité pour le peuple américain (et français ndlt) de rendre des comptes dans l'histoire de la domination d'Haïti et d'apporter une réponse réellement juste.

Pour plus d'information sur l'histoire de l'exploitation d'Haïti par les US consulter : « The Use Of Haiti de Paul Farmer, Damning The Flodd de Peter Hallward, et An Unbroken Agency of Randall Robinson.

Bill Quigley 18/01/10
www.counterpunch.org

Bill Quigley est Directeur légal du Center for Constitutional Rights et professeur de droit à l'Université Loyola de la Nouvelle Orléans. Il est un survivant de Katrina et est actif depuis des années dans la défense des droits de l'homme à Haïti par le biais de l'Institute for Justice and Democracy to Haïti.

Suite de la page(15) Les 8 décisions.....

migratoire aux fins de faciliter le mouvement dans les deux sens :

a) Réception des familles dans les pays de l'ALBA.

b) Création d'une brigade solidaire de coopération qui apportera une aide à travers les réseaux de haïtiens qui résident au Venezuela, et qui compte environ 15000 personnes.

Septième point : une étude détaillée sera faite avec des recommandations pour concentrer l'effort et refonder le développement humanitaire en Haïti. A cette fin seront créés trois campements avec une capacité de loger jusqu'à 8 mille victimes à Port-au-Prince, Jacmel et Léogane, avec la logistique de l'entreprise pétrolière CITGO aux États-Unis (filiale de Pdvs) pour acquérir les outils, les matériels spécialisés nécessaires à remettre en état les ports haïtiens. En ce sens CITGO a acheminé sur les lieux de la catastrophe 2 mille 500 transmetteurs de radio et des milliers de tentes de campagne.

Le huitième point concerne la coopération en matière de sécurité, de transport et de logistique pour réunir les efforts et appuyer le peuple de manière efficace sur le plan humanitaire.

Les représentants de l'ALBA ont souligné l'importance de ce que «les efforts pour reconstruire Haïti devront veiller à ce que le peuple et le gouvernement de ce pays en soient les principaux protagonistes. Ils ont insisté sur le principe de souveraineté et d'intégrité territoriale».

Ils ont manifesté leur préoccupation au sujet de "la présence excessive de forces militaires étrangères en Haïti, sans motifs qui le justifient et sans clarté sur leur autorité, leurs objectifs, leurs compétences et la durée de leur séjour".

Les pays de l'ALBA rappellent que "l'instance la plus indiquée est le G-192, constitué par l'Organisation des Nations Unies (ONU), afin de garantir que nul ne profite de la terrible situation que vit Haïti pour entamer une nouvelle occupation qui viole la souveraineté de ce pays et pour que nulle entrave ou restriction d'aucune sorte ne soient mises aux pays qui souhaitent coopérer".

(FIN/ Rodicely Cárdenas Barillas)

Traduction: Thierry Deronne

La revolución vive Mardi 26 janvier 2010

Les Etats

Suite de la page (13)

improvisées. Des organisations comme l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et des pays amis comme le Venezuela et d'autres ont fourni des médicaments et des moyens variés. Les personnels médicaux cubains et leurs chefs, faisant preuve d'une conduite dénuée de chauvinisme, ont refusé absolument de se mettre en vedette.

En des circonstances similaires, quand le cyclone Katrina fit d'énormes ravages à la Nouvelle-Orléans et y mit en danger la vie de milliers de personnes, Cuba avait offert de dépêcher une brigade médicale complète pour coopérer avec le peuple des États-Unis, un pays qui, on le sait, possède d'immenses ressources, mais manque de médecins formés et équipés pour le sauvetage de vies. Ainsi donc, plus de mille médecins cubains de la Brigade Henry Reeve étaient prêts à partir, dotés des médicaments et des équipements pertinents, à toute heure du jour ou de la nuit vers cette ville proche de Cuba par sa position géographique. Nous n'avions jamais supposé un instant que le président de cette nation refuserait cette offre

et condamnerait à la mort nombre d'États-Unis qu'on aurait pu sauver. L'erreur de cette administration-là a été peut-être son incapacité à comprendre que le peuple cubain ne voit pas un ennemi dans le peuple étatsunien ni ne l'accuse des agressions dont a souffert notre patrie. Cette administration-là n'a pas été non plus capable de comprendre que notre pays ne mendie pas les faveurs ou les pardons de ceux qui ont tenté en vain, un demi-siècle durant, de le mettre à genou.

Dans le cas d'Haïti, notre pays a accepté aussitôt, à la demande des autorités étatsuniennes, de permettre le survol de notre région orientale et d'offrir d'autres facilités nécessaires pour pouvoir prêter au plus vite de l'aide aux États-Unis et aux Haïtiens touchés par le séisme. Cette conduite morale de notre peuple, de pair avec son équanimité et sa fermeté, n'a cessé de sous-tendre notre politique extérieure. Tous ceux qui ont été nos adversaires dans l'arène internationale le savent pertinemment.

Cuba est résolument d'avis que la tragédie qui a frappé Haïti, la nation la plus pauvre de notre continent, est un défi pour les pays les plus riches et les plus puissants de la communauté internationale. Haïti est un pur produit du système colonial, capitaliste et impérialiste imposé

au monde. C'est de l'étranger que l'esclavage y a été introduit, ainsi que la pauvreté qui en a découlé. Ce terrible séisme a eu lieu peu après le Sommet de Copenhague où les droits les plus élémentaires des cent quatre-vingt-douze États membres de l'Organisation des Nations Unies ont été bafoués.

La tragédie a déclenché en Haïti une course à l'adoption hâtive et illégale de garçons et de filles, au point que l'Unicef a dû prendre des mesures préventives pour empêcher le déracinement d'enfants qui seraient séparés de parents proches.

On compte déjà plus de cent mille morts. Nombre d'habitants ont perdu des bras ou des jambes, ou ont souffert des fractures, de sorte qu'ils doivent suivre un traitement que leur permettent ensuite de travailler ou de mener leur vie. Il faut relever 80 p. 100 du pays et créer une économie assez développée pour satisfaire les besoins de la population dans la mesure de ses capacités productives. Il fut relativement aisé, compte tenu de leurs capacités productives et du niveau technique de leur population, de relever l'Europe ou le Japon, en comparaison des efforts à consentir en Haïti. Là, à l'instar d'une grande partie de l'Afrique et d'autres régions du Tiers-monde, il est indispensable de créer les conditions d'un développement durable. Dans seulement



La tragédie a déclenché en Haïti une course à l'adoption hâtive et illégale de garçons et de filles. Ci-dessus Carla Bruni Sarkozy accueillant une fillette haïtienne en France

quarante ans, l'humanité comptera plus de neuf milliards de membres et doit faire face aux changements climatiques que les scientifiques acceptent comme une réalité inévitable.

Or, au beau milieu de la tragédie, sans que nul ne sache pourquoi ni comment, des milliers de soldats de l'infanterie de marine, des troupes aéroportées de la 82e division et d'autres forces militaires des USA ont occupé Haïti. Pis encore, ni l'Organisation des Nations Unies ni l'administration étatsunienne n'a offert à l'opinion publique mondiale une explication au sujet de ce déploiement de forces.

Plusieurs gouvernements se plaignent que les avions qu'ils ont envoyés en Haïti n'ont pas pu y at-

terrir pour débarquer des ressources humaines et techniques. Divers pays annoncent de leur côté qu'ils enverront d'autres soldats et équipements militaires. Ce qui, à mon avis, contribuerait à aggraver encore plus le chaos et à compliquer la coopération internationale, déjà complexe en soi. Il faut en discuter sérieusement et assigner à l'ONU le rôle dirigeant qui lui incombe dans cette question délicate.

Notre pays remplit une mission strictement humanitaire. Il fournira les ressources humaines et matérielles à sa portée. La volonté de notre peuple, fier de ses médecins et coopérateurs dans des activités vitales, est grande et sera à la hauteur des circonstances.

Notre pays ne refusera aucune coopération importante qu'on lui offrirait, à condition toutefois qu'elle soit en accord avec l'importance et la valeur de l'aide qu'on exigerait des ressources humaines de notre patrie. Il est juste de signaler que nos modestes moyens aériens et les importantes ressources humaines que Cuba a mises à la disposition du peuple haïtien n'ont eu aucun mal à arriver à destination.

Dépêchons des médecins, non des soldats !

**Fidel Castro Ruz
Le 23 janvier 2010**

HAÏTI

Suite de la page (12)

que le syndicat des ex empires tenait sa revanche sur Toussaint Louverture. Et qui était le chef de la diplomatie française à cette époque ? Un certain Dominique De Villepin, grand bonapartiste devant l'éternel. C'est au cours de cette opération que fut débarqué Jean-Bertrand Aristide, président légitime. Ce dernier avait eu le tort avant la célébration du bicentenaire de son pays, de réclamer des sous (21 milliards \$) à la France qui avait rançonné Haïti 200 ans auparavant. En 1825, Haïti a dû s'endetter auprès des banques françaises pour payer 150 millions de francs or, afin de faire valider son indépendance par l'ex métropole qui la menaçait d'une invasion militaire. Ce n'est qu'à ce prix que la France sous le règne de Charles X « lâcha prise ».

C'est ainsi qu'en 2004, la célébration du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti (la plus grande victoire du peuple noir) fut torpillée. Thabo Mbeki, président de l'Afrique du sud à l'époque et inconditionnel prosélyte de la renaissance africaine, supplia ses pairs africains de faire le déplacement jusqu'à Port-au-Prince, au nom de la dignité africaine. Mal-

heureusement, son appel ne fut pas entendu. Les valets de l'impérialisme à la tête des Etats africains (surtout « francophones ») préférèrent éviter l'incident diplomatique avec Paris, car Jacques Chirac les surveillait de près. Haïti est l'incarnation de l'Afrique dans le nouveau-monde, il fallait y aller. Maintenant que la première république noire est à terre, la plupart des Chefs d'Etats africains manifestent leur solidarité en débloquent des millions de dollars. Il n'est jamais trop tard pour s'amender. En 2004, il leur suffisait d'acheter un billet aller-retour pour Port-au-Prince pour sauver l'honneur.

N'oublions pas qu'Haïti fut le seul Etat à protester à la Société des Nations en 1936 contre le largage de bombe à gaz par l'aviation militaire italienne sur le peuple éthiopien. En 1960, par solidarité panafricaine, Haïti dépêcha des enseignants, des médecins, des administrateurs et des instructeurs militaires au Congo-Léopoldville (actuellement Congo-Kinshasa) pour aider le Premier Ministre Patrice Lumumba en difficulté, lorsque la Belgique sabota l'indépendance de son ex colonie. Simon Bolivar s'est inspiré de la révolution haïtienne pour déclencher la sienne en Colombie avant que celle-ci ne s'étende dans toute l'Amérique du sud et aboutisse à l'indépendance de tous ses Etats. Ce n'est pas seule-

ment l'Afrique qui est redevable à Haïti, c'est tout le monde noir.

En 2004, le président Jean-Bertrand Aristide a été kidnappé pendant son sommeil pour être embarqué de force jusqu'en Afrique du sud en pyjama via Bangui, comme au bon vieux temps de la traite transatlantique. Sauf que cette fois, le captif avait fait le parcours inverse, toujours avec la bénédiction du Vatican qui n'a jamais pardonné à cet ancien curé d'avoir troqué la soutane et la croix contre des talismans indigènes.

Je profite de la période de deuil pour laver le linge sale en public. Il n'y a aucune raison d'économiser la lessive, le moment est venu de sortir tous les dessous. Posons-nous d'abord la question suivante : « pourquoi Haïti a été haïe par les siens ? ».

Partout dans le Nouveau monde, les Haïtiens sont devenus la risée de leurs propres frères, parce qu'ils ont osé s'affranchir de la servitude en mettant en déroute la plus puissante armée du monde de l'époque. La France, les Etats-Unis, l'Espagne, le Portugal, la Hollande, le Danemark et le Vatican se sont ligués contre ce petit pays devenu la cible de tous les embargos depuis son indépendance en 1804. Autrefois, Saint-Domingue (actuellement Haïti) était la colonie française la plus prospère des Antilles grâce à sa production sucrière. Une fois indépendante, Haïti est devenue un îlot de pauvreté. Chaque empire négrier redoutait la contagion et voulait préserver son cheptel, puisque le Nègre n'était qu'une bête (d'après Montesquieu in Esprit des lois). Il fallait à tout prix effrayer les Nègres pour prévenir toute forme d'insurrection. Résultat, dès qu'on évoque Haïti dans le Nouveau-monde, le Nègre (particulièrement francophone, hispanophone et lusophone) flippe. Combien de fois ne l'ai-je pas vu pointer du doigt Haïti (l'exemple à ne pas suivre).

La République Dominicaine, voisine d'Haïti, autrefois créée par les Oncles Tom (fayots) avait reçu toutes les bénédictions, celle du syndicat des empires et du Vatican. Pourquoi le Vatican ? Parce qu'Haïti a jalousement gardé le Vaudou (culte authentique africain). Les négriers avaient pour ambition d'effacer toute trace d'africanité chez le Nègre du Nouveau-monde, mission presque accomplie, sauf en Haïti, à Cuba, à San Basilio de Palenque (Colombie), à Salvador de Bahia (Brésil), chez les Saramakas et Boni (Guyane), les Jukas (Surinam), les Garifunas (Honduras et Belize). Dans ces contrées d'Amérique, les



Barack Obama (à droite) et Nicolas Sarkozy. Les Etats-Unis et la France ont été les premiers ex-empires à ouvrir le bal des hypocrites, en dépêchant des secouristes à Port-au-Prince.

Nègres ont dit niet à la Vierge Marie et tout le tralala religieux devant lequel le Nègre ne cesse de s'agenouiller pour être davantage soumis.

Certains illuminés W.A.S.P comme le pasteur Pat Robertson ont cru bon d'évoquer la malédiction divine pour justifier la tragédie haïtienne. Non, Haïti n'est pas maudite, sinon elle n'aurait pas fait face aux cyclones ravageurs qui ont balayé les bidonvilles des Gonaïves et noyé l'île de la Tortue (au moment où le pays était dirigé par le Premier Ministre du même nom). La résistance d'Haïti n'a jamais été entamée.

Combien de villes transalpines n'ont-elles pas été secouées par des calamités naturelles ? Le 6 avril 2009, l'Aquila n'a-t-elle pas été touchée par un séisme ? Et que dirait-on de Pompéi définitivement ensevelie par le Vésuve il y a plusieurs siècles ? Dès qu'il s'agit d'un pays habités par des Nègres, les vieux préjugés refont surface. Il n'y a pas si longtemps, lorsque l'Argentine a connu une crise économique sans précédent, on a vu à la télé des Argentins attaquer des camions frigorifiés et s'emparer des kilos de viande. Les commentateurs se sont abstenus de parler de malédiction, parce qu'il s'agissait de leurs semblables.

On peut également relever quelques coïncidences, en faisant notamment un parallèle avec les cyclones Katrina et Rita qui ont dévasté la Louisiane, territoire vendue aux Etats-Unis par Napoléon Bonaparte en 1802, conséquence de la révolution haïtienne. C'est la Louisiane qui a doublé la superficie des Etats-Unis d'Amérique. L'Oncle Sam peut re-

mercier les Haïtiens de posséder un si vaste empire. Ne dit-on pas aux Etats-Unis « New-Orleans is the Caribbean of the United States », parce que la Nouvelle-Orléans se tourne vers la Caraïbe et sa population demeure toujours accros aux Mojos (talismans). C'est peut-être pour cela qu'en 2005, George Bush ne s'y était pas précipité pour sauver les Nègres de la noyade.

Le 12 janvier 2010, moins de deux semaines après la célébration du 206e anniversaire de l'indépendance d'Haïti, dame nature a asséné le coup de grâce au brave peuple haïtien. On estime à plusieurs milliers, le nombre de victimes, sans compter les habitations détruites, un véritable bilan de guerre. Ce n'est pas la fin des temps, mais probablement le début de la réurrection d'un peuple abandonné (aussi par les siens). Nous avons péché en oubliant l'axiome africain « Je suis nous » (l'individu est indissociable de sa communauté). Aujourd'hui la douleur et l'émotion nous accablent tous, de l'Afrique aux Amériques, parce qu'Haïti c'est nous.

Meno ba dia nseke di fua di sasa (Je suis le palmier sacré qui fane et se régénère à tout moment) chantent les Kongo. Haïti ne mourra pas, c'est un palmier sacré qui se régénère au milieu de l'Océan.

**Ngombulu Ya Sangui Ya Mina
Bantu LASCONY
Ecrivain, documentariste,
historiographe (congolais, du «
Congo-Brazzaville » [Ndlr]).**

Vision Africaine 25 janvier 2010

GET YOUR TAX REFUND FAST



- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

**Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)**

CHERY'S BROKERAGE

Pour honorer la mémoire d'Amilcar Cabral

Par Frantz Latour

Amilcar Cabral est né à Bafata en Guinée-Bissau. Son père, Juvenal, était un instituteur capverdien et sa mère, Iva Pinhel Evora, une couturière bissau-guinéenne. Après des études secondaires sur l'île de San Vicente au Cap Vert, il étudie à l'Institut d'agronomie de Lisbonne au Portugal.

Là, il fréquente d'autres futurs révolutionnaires issus des colonies portugaises comme les Angolais Agostinho Neto et Viriato Da Cruz (qui deviendra le 1er secrétaire du MPLA), le Mozambicain Eduardo Mondlane (fondateur du Frelimo), qui formeront "la maison de l'Afrique". Cabral et ses amis sont aussi influencés par les idées révolutionnaires de part leurs lectures et leurs rencontres. En 1949, Cabral retourne au Cap Vert pour des travaux d'été, donne plusieurs conférences et commence à avoir pour leitmotiv de rendre les Cap-Verdiens conscients des problèmes auxquels leur société fait face. Il est pour lui essentiel que l'homme de la rue soit éduqué, bien informé. Une avant-garde intellectuelle doit se créer pour faire sortir de l'ignorance ceux des Cap-Verdiens qui y sont. Mais les autorités coloniales portugaises lui interdisent vite de donner des conférences.

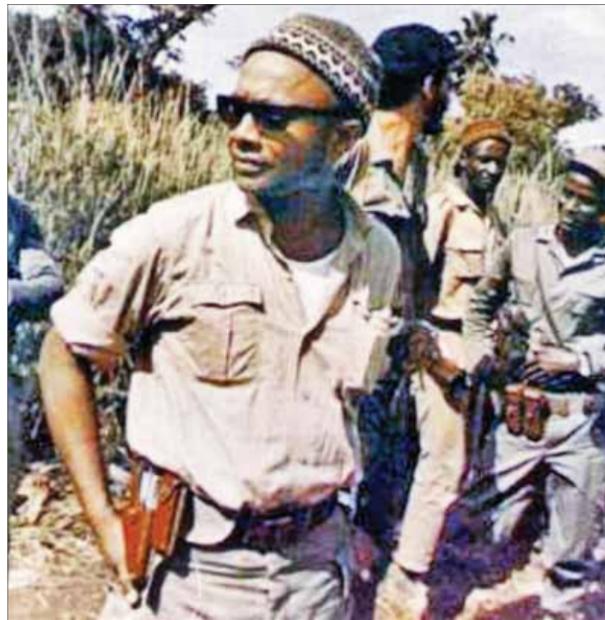
A la fin de ses études en

1952, il est envoyé en Guinée-Bissau par les autorités portugaises pour y travailler comme agronome et y effectuer un recensement des terres cultivées et des zones forestières. En 1953, Cabral entreprend le recensement agricole de la Guinée, un travail colossal grâce auquel il s'imprègne de la réalité profonde du pays, ce qui lui permettra aussi plus tard de mettre en place une stratégie de mobilisation adaptée à la vie en Guinée-Bissau. Peu à peu, il prend du galon, il devient inspecteur général du commerce pour la Guinée en 1954. Mais il n'abandonne pas pour autant ses idées nationalistes.

En 1955, le gouverneur lui demande de quitter la Guinée-Bissau et d'aller travailler en Angola. Cabral en profite pour prendre contact avec les groupes et les formations qui formeront le futur MPLA (Mouvement pour la Libération de l'Angola). En 1956, il est de retour et effectue des travaux agronomiques considérables sur la culture de la canne à sucre et du coton. Le 19 septembre 1956 Cabral et cinq de ses compagnons parmi lesquels Luiz Cabral, son demi-frère (futur président de la république de Guinée-Bissau), Aristide Pereira (futur président de la république du Cap-Vert), Abilio Duarte (futur ministre et président de l'Assemblée nationale du Cap-Vert) fondent le Parti

Africain Indépendant (PAI), qui deviendra en 1964 le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC). La Guinée est alors régie par le code de l'Indigénat qui établit une discrimination raciale de fait. Le parti fondé par Cabral est une organisation clandestine qui ne va acquérir de statut légal que quatre ans plus tard lorsqu'une délégation du PAIGC à Conakry, dans la Guinée de Sékou Touré.

Au départ, les dirigeants du PAIGC ne veulent que négocier pacifiquement l'indépendance de leur pays. Le parti se concentre d'abord sur la population urbaine, qu'il considère à cette époque comme le moteur de la révolution, en créant des cellules clandestines et un mouvement syndical. Le 3 août 1959, le PAIGC connaît une défaite importante puisqu'une grève des dockers au port «Pidjiguiti» de la capitale, Bissau, est réprimée (une cinquantaine de victimes) dans le sang et une grosse partie de l'infrastructure du parti est démantelée. C'en est trop pour Cabral qui décide alors de réorganiser le PAIGC en mobilisant prioritairement les campagnes. Lui et ses compagnons se lancent alors dans la lutte armée. Au début des années 60, le PAIGC opère à partir de la république de Guinée-Conakry. Il prépare les militants et les membres du parti à étendre son action en Guinée-Bissau



Amilcar Cabral entre dans l'histoire par la grande porte, comme un digne fils de l'Afrique et un de ses plus grands révolutionnaires

afin de continuer à construire les cellules et l'infrastructure clandestines.

Le 1er novembre 1960, ils créent le Mouvement de la libération de la Guinée et du Cap Vert (MLGCV), et ils sont alors activement soutenus par la Guinée-Conakry de Sékou Touré. C'est à cette époque qu'Amilcar Cabral prend le pseudonyme d'Abel Djassi. En 1963, la guérilla éclate avec une attaque du PAIGC dans le sud de la Guinée-Bissau. Le PAIGC met en place un front nord en juillet, ce qui oblige les portugais à se battre sur deux fronts. Rapidement, le PAIGC contrôle le sud du pays. L'année suivante, Cabral préside un congrès du PAIGC en région libérée, puis en mai participe à un séminaire organisé par le centre Frantz Fanon de Milan où son analyse et ses interventions commencent à faire connaître. En 1964-1965 le PAIGC met en place dans les régions libérées de nouvelles structures politico-administratives.

C'est en janvier 1966 que Cabral participe à la conférence tricontinentale de La Havane où est créée l'organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Cette conférence marque l'accession de Cabral comme dirigeant révolutionnaire majeur en Afrique et grande figure de la révolution dans les pays du tiers monde. Son intervention analyse la naissance, les objectifs et le développement des luttes de libération dans le tiers-monde. Il analyse également le rôle ambivalent joué par la bourgeoisie, qui est à la fois «agent du colonialisme et agent de la révolution». Pour Cabral, cette petite bourgeoisie «doit être capable de se suicider comme classe pour naître comme travailleurs révolutionnaires, entièrement identifiée aux aspirations les plus profondes du peuple auquel elle appartient.»

Petit à petit, les indépendantistes gagent du terrain au propre comme au figuré. Quand le PAIGC est officiellement créé lors de son premier congrès en février 1964, Cabral et ses hommes occupent déjà plus de la moitié de la Guinée-Bissau. En 1968, le PAIGC contrôle les deux tiers de la Guinée-Bissau, il a renforcé son infrastructure politique et administrative (création de «magasins du peuple»

pour fournir les populations libérées en produits de première nécessité), ainsi que de brigades mobiles chargées d'encadrer la population. Le PAIGC met en place dans certaines régions les bases d'une structure étatique (création d'écoles, amélioration de postes sanitaires, amélioration de la condition féminine...). Cabral élabore déjà le processus qui quatre ans plus tard amènera la Guinée-Bissau à proclamer unilatéralement son indépendance.

A partir de 1969 Cabral mène une intense activité diplomatique : au Soudan où se tient une conférence de solidarité avec les peuples des colonies portugaises. En avril, il est devant la commission des Droits de l'homme de l'ONU. Il séjourne à l'université de Syracuse (février 1970) à l'occasion d'une réunion en mémoire d'Eduardo Mondlane, dirigeant du Frelimo, assassiné un an auparavant, puis se rend au siège des Nations-Unies à Washington, ensuite devant la commission des affaires étrangères du Congrès américain ; à Moscou où est créée l'organisation de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Cette conférence marque l'accession de Cabral comme dirigeant révolutionnaire majeur en Afrique et grande figure de la révolution dans les pays du tiers monde. Son intervention analyse la naissance, les objectifs et le développement des luttes de libération dans le tiers-monde. Il analyse également le rôle ambivalent joué par la bourgeoisie, qui est à la fois «agent du colonialisme et agent de la révolution». Pour Cabral, cette petite bourgeoisie «doit être capable de se suicider comme classe pour naître comme travailleurs révolutionnaires, entièrement identifiée aux aspirations les plus profondes du peuple auquel elle appartient.»

Fin août 1971, le conseil supérieur de la lutte (l'organe dirigeant du PAIGC) décide de préparer les conditions pour une élection au cours de l'année 1972, afin de constituer la première assemblée populaire de Guinée-Bissau. Quelques mois plus tard, les représentants de l'assemblée nationale populaire sont élus (273 conseillers

régionaux et 120 membres de l'assemblée nationale populaire). Un mois plus tôt, une délégation du PAIGC, menée par Cabral s'était rendue en Asie (Japon, Chine et Corée du Nord), puis en octobre Cabral avait pris la parole devant la quatrième commission de l'assemblée générale de l'ONU.

Le 20 janvier 1973, à quelques mois de la proclamation de l'indépendance, un coup de tonnerre survient : Amilcar Cabral est assassiné à Conakry par un groupe emmené par un «dissident» du PAIGC, Mamedou Touré ! Les assassins sont des membres de son parti, le PAIGC, originaires de Guinée qui auraient commis le meurtre, espérant que les portugais leur donneraient l'indépendance à la condition que les cap-verdiens soient écartés de la direction du PAIGC. De plus, certains s'interrogent sur la complicité dont les assassins de Cabral auraient bénéficié jusqu'au plus haut niveau de l'Etat guinéen, y compris le président Sékou Touré lui-même.

Toujours est-il que le 24 septembre l'assemblée populaire proclame l'indépendance, promulgue la Constitution et crée les organismes exécutifs correspondants. Malgré la disparition de son charismatique leader, le PAIGC a su conserver son unité et réaliser l'objectif pour lequel il avait été créé. Le 10 septembre, le Portugal reconnaît l'indépendance de la Guinée ainsi que celle du Cap-Vert. Amilcar Cabral n'a donc pas eu le temps de voir l'aboutissement du combat pour lequel il avait lutté pendant plus de 20 ans. C'est son frère, Luis, qui sera le premier président du pays.

Mais par son action, Amilcar Cabral entre dans l'histoire par la grande porte, comme un digne fils de l'Afrique et un de ses plus grands révolutionnaires. Tour à tour théoricien, praticien, homme de terrain, diplomate et homme d'action, Cabral se singularise par une connaissance poussée de la culture et des réalités africaines, ce qui lui permet de mettre son action révolutionnaire en adéquation avec les aspirations réelles des populations. Les propos de Cabral sur l'ambivalence de la bourgeoisie permettent de comprendre que Cabral n'avait pas, une fois l'indépendance conquise, l'intention de laisser s'installer une bourgeoisie locale privilégiée et corrompue qui se substituerait à la bourgeoisie coloniale, sans aucun souci des aspirations et des intérêts de la masse démunie. Cabral voulait d'abord satisfaire les besoins élémentaires de son peuple en produits agricoles et de première nécessité, en écoles, en soins de santé. Mais comme souvent dans l'histoire de l'Afrique récente, les colonialistes et ses agents ne lui en auront pas laissé le temps.

Sources d'information :

Le Monde Diplomatique/Manière de voir. Amilcar Cabral (1924-1973), Un intellectuel visionnaire. Juin 2006.
Cap Discovery vendredi 21 mars 2003
grioo.com 22/08/2004
Thomas sankara website : «Amilcar Cabral et la Révolution Panafricaine», Ameth Lo, mardi 25 novembre 2008.



TRUCKING, LLC

US Customs Bonded CHL #2192 • ICC-MC #478416 • Insured



VM TRUCKING LLC.
IS YOUR CONNECTION TO HAITI

VM TRUCKING Specializing In Shipping Full Container Loads With Personal Effects, Household Goods & Commercial Cargo, Relief Goods Etc...

In addition to PORT-AU-PRINCE, VM TRUCKING now ships FULL CONTAINER LOADS and CARS to CAP HAITIEN & GONAIVES

• ONE CALL DOES IT ALL •
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE, CAP HAITIEN & GONAIVES

WE WILL BEAT THE COMPETITION

PLEASE CALL GABRIEL or ROBERT
(973) 690-5363

Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com

www.vmtrucking.com